

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

NOUS FAÇONNONS UN
SYSTÈME ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL, JUSTE
ET PERFORMANT.



**ACTION
TANK**



LES MOTS DES CO-FONDATEURS

Dans le mot des co-présidents que nous écrivions en exergue du Rapport d'Activité publié il y a deux ans, nous commençons par saluer le franchissement par le Programme Malin du seuil des 100 000 bénéficiaires, ce qui constituait la « démonstration de la capacité à changer d'échelle de nos offres inclusives... et, au fond, la meilleure réponse possible à l'une des principales questions posées à l'Action Tank lors de sa création ». Nous poursuivions en formant le vœu que cela constitue « [...] un encouragement pour les autres offres inclusives engagées dans ce changement d'échelle ».

Où en sont-elles, ces offres inclusives, deux ans plus tard ?

► Le Club Mobilité a connu deux années mouvementées, +100 % de croissance en 2023 comparé à 2022, puis -25 % en 2024 comparé à 2023, à l'épreuve des changements réglementaires importants et de l'inflation sectorielle particulièrement marquée, mais a pu, néanmoins, valider son modèle d'opérations. Les discussions ouvertes avec les principaux partenaires (Renault, l'Adie, la Fédération nationale des Caisses d'Epargne) au dernier trimestre 2024 sur la plate-forme de croissance du Club Mobilité pour 2025-2027 montrent leur engagement sans faille dans ce beau projet collectif, mais aussi leur confiance dans la capacité du modèle mis au point à engager une nouvelle phase de très forte croissance saine permettant d'atteindre sa véritable autonomie.

► L'offre Coup de Pouce d'Orange a connu une croissance très forte de son parc de bénéficiaires, avec des phases d'accélération des souscriptions grâce à des relais inattendus (influenceurs spontanés sur réseaux sociaux) qui l'ont définitivement installée dans le catalogue d'Orange et dans le discours du top management. Fin 2024, c'est plus de 75 000 ménages qui bénéficient de l'offre Coup de Pouce.

► Enfin, le Programme Malin a poursuivi la croissance du nombre de ses familles bénéficiaires en atteignant fin 2023-début 2024 l'objectif de 160 000 familles que nous avons fixé comme cible – chiffre un peu hypothétique à l'époque ! – lors de la création du programme. Ce programme a suscité lui aussi des phénomènes de « good-buzz » sur les réseaux sociaux qui ont amplifié une mécanique de souscription, par ailleurs, bien établie. Le programme a su opérer un profond renouvellement et une consolidation de son modèle de financement qui doit lui permettre d'atteindre le moment où l'on pourra établir la valeur créée par le programme en matière de santé publique !

«le vœu que nous formulions début 2023 a été très largement exaucé.»

► Nous poursuivons nos efforts pour encourager le développement d'autres offres, avec plus ou moins de réussite, mais nous essayons de tirer le maximum d'enseignements de ces expérimentations.

► Nous constatons aussi que les expérimentations que nous avons su mener à bien dans le secteur du logement – construction de logements et rénovation de copropriétés – nécessitent un délai incompressible pour être assimilées par le milieu. Nous espérons pouvoir déclencher de nouveaux chantiers sur ces questions en 2025 !

Nous pouvons donc considérer que le vœu que nous formulions début 2023 a été très largement exaucé sur ce premier registre des offres inclusives.

Dans le registre des politiques publiques, ce que nous esquissions là encore il y a deux ans – à savoir « un axe d'innovation par la data dans le domaine des politiques publiques » – s'est largement confirmé avec une multiplication des territoires d'expérimentation, que ce soit sur le sans-abrisme ou l'aide sociale à l'enfance. Nous pourrions ajouter, aujourd'hui, comme nouvel axe d'innovation, l'usage pouvant être fait des enseignements de l'économie comportementale que nous avons commencé à déployer sur plusieurs programmes en 2024, principalement avec des bailleurs sociaux et sur des questions en lien avec le vieillissement à domicile des seniors.

Enfin, la question de la Transition Juste, que nous mettions au cœur de notre propos il y a un an, est toujours l'objet de beaucoup d'attention, de rencontres, d'échanges, d'ateliers de travail pour donner des traductions concrètes à notre conviction qu'il est fondamental d'avoir la capacité d'identifier précisément ces ménages pauvres mais fortement émetteurs, car ils n'ont pu trouver qu'une solution fortement émettrice à leur équation de logement / transport / emploi. En dresser le ou les portraits-robots, en déduire la signature des dépenses qui peuvent les désigner, les entreprises qui détiennent tout ou partie de ces signatures, les modalités par lesquelles elles pourraient agir, seules ou de manière collective, en synergie avec les politiques publiques, voilà la boussole que nous gardons en tête en 2025 sur ce sujet de la Transition Juste.

Martin Hirsch
et Emmanuel Faber

Qui nous sommes

04

NOS CONVICTIONS 04

NOS 3 PILIERS 06

NOTRE ÉCOSYSTÈME 08

L'ÉQUIPE ACTION TANK 11

NOTRE EXPERTISE 12

NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION 14

ILS NOUS ONT SOUTENUS EN 2024 15

Notre activité en 2024

16

L'ANNÉE 2024 EN QUELQUES CHIFFRES 16

TEMPS FORTS 2024 18

PUBLICATION DE L'ÉTUDE L'ASSURANCE INCLUSIVE,
UN LEVIER DE RÉSILIENCE FINANCIÈRE 20

SOMMAIRE DES PROGRAMMES 22

**ACTION
TANK**



NOS CONVICTIONS

**NOUS FAÇONNONS
UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL, JUSTE
ET PERFORMANT**



Depuis de nombreuses années, nous avons fait de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale **notre combat principal**.

Nous sommes des architectes du changement, engagés à générer des **solutions nouvelles** et à concrètement accompagner leur mise en œuvre pour et avec nos partenaires publics et privés.

Notre singularité vient de notre capacité à initier des rencontres positives entre des mondes qui ne communiquent pas naturellement, et à les pousser à **agir collectivement**.

Si nous existons aujourd'hui, c'est pour **façonner un système économique et social juste et performant**, et participer à une transition environnementale juste.



Nos programmes ont fait leurs preuves à différentes échelles géographiques : nous voulons désormais **accélérer leur déploiement ou leur essaimage**, afin de démultiplier leur **impact**.



C'est en travaillant **au plus près des personnes visées par nos programmes** que nous pouvons prendre en compte au mieux leurs besoins, et améliorer ainsi l'impact social de nos actions. Nous devons aussi, en lien avec notre mission d'intérêt général, **formaliser et diffuser cette connaissance** auprès de nos publics et de nos partenaires.



Pour insuffler un **changement positif** dans la société, nous voulons renforcer nos efforts de communication. Notre ambition est de continuer à **faire entendre** les enseignements issus de notre **expérience du terrain** sur les sujets de lutte contre la pauvreté.



NOS 3 PILIERS

1 NOUVEAUX MODÈLES INCLUSIFS POUR INNOVER DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Initialement créé autour de l'ambition d'inventer de nouveaux modèles économiques pérennes permettant la réduction des dépenses des ménages pauvres, l'Action Tank a structuré son activité autour de 3 modèles qui améliorent l'inclusion économique et sociale des ménages en situation de pauvreté ou à risque d'exclusion.

OFFRES INCLUSIVES

Des offres de marché destinées à des publics spécifiques, conçues pour rendre plus accessibles des biens et services essentiels existants.

Exemple : Orange a conçu, avec le soutien de l'Action Tank, une offre destinée aux ménages modestes (dont le coefficient CAF est inférieur à 700), qui s'appuie sur un abonnement à Internet à domicile à un prix attractif, stable dans le temps, et sans engagement, ainsi que sur la possibilité de s'équiper en matériel reconditionné Orange (en savoir plus p. 26).

PRATIQUES À IMPACT

Transformation de pratiques professionnelles ou création de nouvelles activités au sein d'une organisation, afin d'améliorer son impact social.

Exemple : dans le cadre du projet Courte Echelle, dans un bassin d'emploi donné, les commerciaux d'Air Liquide discutent avec leurs clients et prospects non seulement de leurs besoins en gaz, mais aussi de leurs besoins de recrutement, et leur proposent de participer à une action de formation collective (en savoir plus p. 34).

OUTILS D'ACTION PUBLIQUE

Des outils et des méthodes qui accélèrent et enrichissent l'action publique pour maximiser l'impact social des politiques publiques et leur inclusivité.

Exemple : l'Action Tank a conçu le programme d'expérimentation Synchrø qui vise à donner les moyens aux territoires de connaître et suivre, tous les mois, le nombre de personnes sans domicile et leurs besoins en termes de logement et d'accompagnement, et ainsi améliorer les effets des actions mises en œuvre (en savoir plus p. 52).



2 CRÉATION DE NOUVEAUX ÉCOSYSTÈMES

L'Action Tank est d'une part une initiative collaborative qui réunit entreprises, acteurs publics, associations et monde académique, qui se rencontrent régulièrement au travers de nos comités de pilotage et de nos échanges thématiques.

D'autre part, le rôle de l'Action Tank est de faire émerger de nouveaux groupes de travail et partenariats au travers des différents projets inclusifs conduits ou appuyés par l'association.

Exemple : dans le cadre du Club Mobilité, plusieurs partenariats ont été noués entre Renault et des organismes de microcrédit, nationaux comme l'Adie et Créa-Sol, ou régionaux, comme les Parcours Confiance (affiliés aux Caisses d'Épargne régionales), les Points Passerelle, et BPGO (Banque Populaire Grand Ouest) (en savoir plus p. 24).

3 LA PREUVE PAR L'EXPÉRIMENTATION

L'Action Tank met en œuvre une démarche projet centrée sur sa volonté d'expérimenter les solutions conçues avec les partenaires. Cela permet d'abord d'ajuster les éléments clés d'un modèle inclusif, mais aussi de démontrer sa pertinence en vue d'un déploiement à grande échelle.

DESIGN

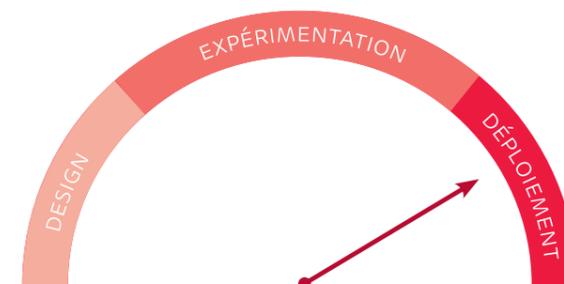
- ▶ Identifier le public cible
- ▶ Comprendre ses besoins
- ▶ Co-concevoir des solutions adaptées
- ▶ Modéliser les processus opérationnels du modèle
- ▶ Définir les critères d'éligibilité et les parcours d'accès, ou le modèle économique
- ▶ Mobiliser les partenaires

EXPÉRIMENTATION

- ▶ Tester l'offre ou le dispositif avec un ou plusieurs premiers territoires et partenaires
- ▶ Évaluer l'efficacité et l'impact du modèle, l'ajuster en fonction des retours du terrain

DÉPLOIEMENT

- Lorsque la phase d'expérimentation a permis au modèle de faire ses preuves :
- ▶ Formation des acteurs concernés (équipes internes, partenaires à l'échelle nationale...) pour rendre le déploiement effectif



NOTRE ÉCOSYSTÈME

Au-delà de son équipe, l'Action Tank engage et anime un réseau d'acteurs publics, privés, associatifs et académiques au service de l'innovation dans la lutte contre la pauvreté. Nous sommes en effet convaincus qu'un effort écosystémique est nécessaire pour apporter des réponses pertinentes aux problèmes auxquels nous nous attaquons.

Entreprises

Des entreprises engagées avec un soutien de la direction générale et une implication des équipes opérationnelles. ► Les commerciaux TotalEnergies mobilisés sur les stations en zone rurale ont été formés à l'accompagnement des projets de transformation et de diversification des stations.



Organisations à but social

Des professionnels du secteur social et de la lutte contre la pauvreté : associations, structures d'insertion, etc. ► Les bailleurs Vilogia et Finistère Habitat ont été accompagnés dans l'évolution de leurs pratiques professionnelles liées à l'accompagnement au vieillissement de leurs locataires.



L'Action Tank participe aussi à l'animation du Collectif d'entreprises pour une économie plus inclusive. Le Collectif a été lancé par une tribune en décembre 2018 et réunit aujourd'hui 35 entreprises – dont plusieurs entreprises membres de l'Action Tank –, à l'initiative de Thomas Buberl et Emmanuel Faber. Il s'est initialement fédéré autour d'engagements pour l'emploi et la formation, et pour l'amélioration de l'accès aux biens et services pour les ménages précaires. Aujourd'hui, ce Collectif est un groupe qui continue de formuler et de porter des engagements pris par des dirigeants pour leur organisation, en faveur d'une plus grande inclusion des publics fragiles.

Sphère académique

Des acteurs du monde académique, comme HEC, partenaire historique de l'Action Tank. ► Une étude comportementale a été réalisée avec une équipe de recherche d'HEC sur la prévention des expulsions locatives.



Experts

Des agences et des cabinets qui ont réalisé des études et des missions en pro bono pour le compte de l'Action Tank. ► Une équipe du BCG a appuyé l'Action Tank dans l'analyse quantitative pour l'étude sur la double pénalité de pauvreté.



Organismes publics

Des agences publiques et des collectivités, partenaires et/ou prescriptrices des programmes. ► L'Action Tank a accompagné le département des Hautes-Alpes dans la construction et l'implémentation d'indicateurs de pilotage et d'analyse de l'aide sociale à l'enfance.





VISIONNAIRE

Nous sommes générateurs d'idées nouvelles. Nous faisons preuve d'audace et de rigueur pour imaginer des solutions qui n'existent pas encore.

TECHNIQUE

Nous organisons et décodons la complexité. Nous sommes un laboratoire d'innovation socio-économique, nos succès sont les résultats de recherches pointues.

PRAGMATIQUE

Nous sommes chercheurs et acteurs du changement. Nous ne nous contentons pas de concevoir des solutions, nous sommes aussi garants de leur mise en œuvre.

COLLECTIF

Nous sommes les catalyseurs d'une puissance collective. Nous rassemblons ceux et celles qui ont les moyens d'agir et nous les poussons à passer à l'action.

L'ÉQUIPE ACTION TANK



JACQUES BERGER
Directeur



ANTONIN LOIRE
Chef de projet LOGEMENT,
SANS-ABRISME



CÉLINE GROSS
Cheffe de projet AIDE
SOCIALE À L'ENFANCE



CLÉMENTINE PAILHÈS
Cheffe de projet
LOGEMENT, SENIORS



ÉMILIE DUSSAUGE
Cheffe de projet LOGEMENT,
SANS-ABRISME, NUMÉRIQUE



GUILLAUME GINEBRE
Chef de projet LOGEMENT,
ASSURANCE, SANS-ABRISME



JULIE LAURENT
Cheffe de projet MOBILITÉ,
RURALITÉ, TRANSITION JUSTE



MANON CAILLON
Cheffe de projet NUMÉRIQUE,
EMPLOI, VIEILLISSEMENT



NICOLAS DOUZIECH
Chef de projet MOBILITÉ, MICRO-
CRÉDIT, NUTRITION INFANTILE



MARIE DECRETON
Cheffe de projet MOBILITÉ,
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE



MATHILDE BLANCHARD
Cheffe de projet
SENIORS



NATHÁLIA DO VALE
Cheffe de projet SANS ABRISME,
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE



BÉNÉDICTE LOUHEMBA
Chargée de communication

NOTRE EXPERTISE

NOTRE RÔLE

Selon les projets, les modalités d'accompagnement de l'Action Tank diffèrent :

- ▶ contributeur et conseiller ;
- ▶ soutien méthodologique d'une équipe projet, copilote ;
- ▶ pilote opérationnel principal et/ou producteur de résultats.

Selon l'état d'avancement d'un projet, notre rôle peut se traduire par les actions suivantes :

DESIGN

- ▶ Caractériser des problématiques sociales qui ne trouvent pas de réponse satisfaisante aujourd'hui
- ▶ Développer des stratégies de ciblage des publics pauvres
- ▶ Concevoir des parcours bénéficiaire adaptés, de l'information à la souscription

EXPÉRIMENTATION

- ▶ Déterminer les hypothèses clés à tester et les modalités de collecte de données
- ▶ Mobiliser de nouveaux partenaires, en valorisant leur savoir-faire et en les associant à la conception des solutions
- ▶ Mettre en œuvre des expérimentations et accompagner l'évaluation de chacune

DÉPLOIEMENT

- ▶ Concevoir des stratégies de déploiement et de diffusion des connaissances
- ▶ Définir et mettre en place les modèles organisationnels et économiques permettant le déploiement

NOS OUTILS



Modélisation économique

▼
Modélisation de processus opérationnels



Collecte et analyse de données

▼
Analyse territoriale

▼
Benchmark de pratiques



Création d'outils data

▼
Outils de pilotage et de suivi d'impact



Enquête usager et protocoles d'observation terrain

▼
Atelier de co-construction et de créativité

▼
Prototypage de solutions

▼
Mobilisation des sciences comportementales

« QU'ATTENDEZ-VOUS DE L'ACTION TANK EN 2025 ? »

NOS PARTENAIRES PARLENT DE NOUS

« Le Conseil départemental des Hautes-Alpes a eu le plaisir de collaborer avec Action Tank pour la réalisation de deux études, et nous sommes très satisfaits de cette expérience. Dès le début, l'équipe d'Action Tank s'est montrée extrêmement professionnelle et à l'écoute de nos besoins. Leur expertise et leur approche méthodique ont permis de produire des études de grande qualité, pertinentes et riches en recommandations. Leur capacité à comprendre nos enjeux concernant la protection de l'enfance et à proposer des solutions adaptées à notre territoire a été particulièrement appréciée. De plus, la communication fluide et régulière tout au long du projet a facilité notre collaboration et a renforcé notre confiance en leurs compétences. »



Marie LAUZE,
Directrice générale adjointe,
département des Hautes-Alpes

« Ce que j'attends en 2025 de l'Action Tank, c'est de poursuivre notre collaboration. J'attends énormément de challenges pour nous pousser encore plus à réfléchir à la bonne adéquation du programme sur les logements sociaux que nous portons, et que ce programme continue de se déployer. Le soutien de l'Action Tank est donc incontournable, ce programme n'aurait jamais existé sans eux et je leur en suis très reconnaissant. »



Philippe BALDIN,
Directeur du développement commercial, Altima Assurances

« Le relogement est un enjeu essentiel des projets de renouvellement urbain, mais aussi un défi. Il s'agit d'un levier au service de la mixité sociale et de la lutte contre la ségrégation socio-urbaine, et d'une condition de mise en œuvre de certaines opérations, mais on sait qu'il peut aussi être une épreuve pour celles et ceux qui la vivent. Le relogement impose donc de concilier des objectifs de politique publique de transformation urbaine et de l'habitat, et des parcours de vie individuels. Avec l'appui de l'Action Tank Entreprise et Pauvreté, et en lien concret avec des bailleurs, la mobilisation des sciences comportementales nous permet de retravailler les processus de relogement, pour les rendre plus efficaces, mais surtout plus fluides pour les ménages en tenant compte de leurs aspirations et de leurs attentes. C'est une chance de pouvoir mener une telle expérimentation dans le cadre de ce partenariat fructueux et enrichissant avec l'Action Tank, qui nous permet d'améliorer nos politiques publiques pour qu'elles répondent au mieux aux besoins des habitants, grâce à l'apport du monde de la recherche avec lequel nous œuvrons à renforcer les liens. »



Kim CHIUSANO,
Directrice adjointe de la
Stratégie et Accompagnement
des acteurs, ANRU

NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ADMINISTRATEURS MEMBRES DU BUREAU

CO-PRÉSIDENTS

- ▶ Martin HIRSCH, Membre à titre personnel
- ▶ Emmanuel FABER, Membre à titre personnel

TRÉSORIÈRE

- ▶ Bénédicte FAIVRE-TAVIGNOT, Directrice exécutive Institut S&O, HEC

SECRÉTAIRE

- ▶ Julien ANTOINE, Directeur général Bouygues Bâtiment Île-de-France Habitat Social

AUTRES ADMINISTRATEURS REPRÉSENTANTS DES ENTREPRISES

- ▶ Adrienne HOREL-PAGÈS, Directrice de l'engagement citoyen, La Banque Postale
- ▶ Nicolas DROIN, Directeur général, Air Liquide France Industrie
- ▶ Cléa MARTINET, Vice-présidente Group Sustainability, Renault
- ▶ Gaëlle LE VU, Directrice de la Communication, Orange France
- ▶ Pierre-Yves POULIQUEN, Directeur de la performance plurielle et du développement durable, Veolia
- ▶ Gilles VERMOT-DESROCHES, Directeur Développement Durable, Schneider Electric
- ▶ Jacques-Emmanuel SAULNIER, Délégué général, Fondation TotalEnergies
- ▶ Elizabeth LAZUTTES, Responsable Sustainability, Danone
- ▶ Stéphanie GARAU, Directrice Offre et Communication Produit, MACIF

AUTRES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

- ▶ Lucie DURAND, Co-directrice générale, Yunus Social Business
- ▶ Denis MACHUEL, Membre à titre personnel
- ▶ Jean-Christophe PERRAUD, Membre à titre personnel

AUTRES ADMINISTRATEURS REPRÉSENTANTS DES ASSOCIATIONS ET ACTEURS PUBLICS

- ▶ Françoise FROMAGEAU, Présidente déléguée régionale Bretagne
- ▶ Philippe PELLETIER, Président du Conseil de surveillance d'Habitat et Humanisme

ILS NOUS ONT SOUTENUS EN 2024



L'ANNÉE 2024 EN QUELQUES CHIFFRES

21
programmes
en cours

dont
4
en déploiement

dont
13
en expérimentation

dont
4
en étude



2
publications

60
partenaires publics
et privés

3
sessions
de formation
Data et Statistiques

10
rencontres ou webinaires
entre nos membres pour un
partage d'expérience et des
points de focus thématiques



9 champs d'action

Pour agir sur les dépenses contraintes, les facteurs de fragilité socio-économique et permettre une transition juste, nous agissons sur 9 champs d'action.

ALIMENTATION

LOGEMENT

NUMÉRIQUE

SERVICES
BANCAIRES

VIEILLISSEMENT

MOBILITÉ

EMPLOI

RURALITÉ

ENFANCE



Vie de l'association et de nos programmes

TEMPS FORTS 2024

2024

Plénière sur la double pénalité de pauvreté



JAN.

FÉV.

Lancement du projet **PIPASE**



Publication du retour d'expérience sur les deux expérimentations de prévention des expulsions locatives

500 000 commandements de payer chaque année

17 500 expulsions locatives par les forces de l'ordre en 2022

3 fois plus de personnes quittent leur logement avant l'intervention de la force publique (estimation)

25% des ménages expulsés, deviennent sans domicile

Publication de l'étude sur les critères d'attribution

Retrouvez les enseignements clés de notre étude sur les critères d'attribution :



Formation Data et Statistiques



AVR.

MAI

Changement de nom et de charte graphique



ACTION TANK NOUS FACILITONS UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET SOCIAL JUSTE ET PERFORMANT

Assemblée générale



2019

Lancement programme **COUP DE POUCE INTERNET**

LE NUMÉRIQUE
Serf-frein à l'emploi devant la santé et la mobilité

19% de ménages à bas revenus ne possèdent pas de connexion internet à domicile

5 millions de personnes cumulant précarité numérique et économique

+65 000 ménages bénéficiant de l'offre en 2024



Coup de Pouce : lancement de l'expérimentation avec France Travail pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi éloignés du numérique

REPLAY



Forum Prescription par les pairs

2^e édition des **Rencontres Synchrø**

JUIL.

SEPT.

Départs

JEAN



MARGOT



LÉO



Arrivée

BÉNÉDICTE



Séminaire d'équipe



JAN.

Arrivées

NATHÁLIA



MATHILDE



Visite de **Crisis UK**

OCT.

2025

Étude L'ASSURANCE INCLUSIVE, UN LEVIER DE RÉSILIENCE FINANCIÈRE



CRÉSUS®

CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Entre 2022 et 2024, l'Action Tank a participé à une recherche-action menée par l'association CRÉSUS visant à améliorer la résilience des plus vulnérables, soit la capacité des individus à faire face à une hausse de charges ou une baisse de revenus. Cette étude a permis d'explorer l'impact de 3 outils – la micro-assurance, l'application de gestion budgétaire et les serious games –, d'identifier les freins au déploiement de ces solutions, et d'élaborer plusieurs propositions concrètes d'amélioration. L'Action Tank a mobilisé son expertise sur la micro-assurance et l'assurance inclusive en capitalisant sur ses précédents travaux dans le domaine.

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

Sur le volet de l'assurance, la recherche-action s'est appuyée sur des entretiens avec des experts au sein d'organisations qui ont développé des offres d'assurance inclusive en France et à l'étranger (CMP, Wakam, MACIF...) et avec des usagers potentiels ou effectifs de ces produits, notamment des micro-entrepreneurs (personnes accompagnées par l'Adie ou des incubateurs sociaux) ou des familles en situation de vulnérabilité (personnes hébergées par le Samu Social). Enfin, des ateliers de co-construction de solutions ont été organisés sur la base des constats et des besoins recensés.

RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS CLÉS

Le travail mené par l'Action Tank a permis de rappeler le rôle de l'assurance comme filet de sécurité contre la pauvreté. Plusieurs travaux économétriques démontrent en effet qu'une meilleure inclusion financière, notamment en termes d'assurance, permet de réduire la pauvreté et le risque de basculer en situation de pauvreté extrême. À titre d'exemple, la couverture santé aux États-Unis réduit la pauvreté de 8,3 %, dont 45 % pour l'assurance privée et 55 % pour l'assurance publique.

De nombreux Français sont concernés par une non-assurance ou une mal-assurance. En 2021, on estime que 2 % des conducteurs, soit 800 000 Français, conduisent régulièrement sans assurance automobile. Le taux de non-couverture à l'assurance multirisque habitation (MRH) est estimé à 3 % de ménages en métropole, mais est beaucoup plus élevé dans les territoires d'outre-mer : 32 % à la Réunion, et 64 % à Mayotte par exemple. Par ailleurs, le taux de non-couverture en complémentaire santé touche 5 % des ménages, soit 3 millions de Français.

Les causes de non-assurance ou de mal-assurance sont multiples : des couvertures non adaptées à certaines évolutions de la société, le coût des assurances individuelles pour les ménages vulnérables, la méfiance envers les assureurs, le manque de compréhension des produits d'assurance par certains ménages, ou encore des phénomènes d'exclusion de l'assurance.

PERSPECTIVES

Au-delà du cas spécifique de l'assurance inclusive, l'étude propose 9 pistes afin d'améliorer la résilience financière des ménages vulnérables, notamment la conception de parcours d'accompagnement adaptés et coordonnés, le développement d'indicateurs communs pour mesurer l'inclusivité des services, l'amélioration de la coordination entre les différents services d'accompagnement, l'amélioration de la détection des situations de vulnérabilité avant qu'elles ne s'aggravent, la lutte contre les barrières à la recherche d'aide en cas de difficultés financières, ou encore le développement de parcours d'éducation financière rythmés sur des événements de vie. L'objectif dans les prochains mois sera de passer de la théorie à la pratique, sur certaines de ces pistes.

RESSOURCES

actiontank.org/toutes-nos-publications/amelioration-de-la-resilience-des-plus-vulnerables-en-france/

Le travail mené par l'Action Tank a permis de rappeler le rôle de l'assurance comme filet de sécurité contre la pauvreté.

Face aux limites de l'assurance classique, l'assurance inclusive a pour vocation de protéger le plus grand nombre et d'aborder le problème des zones grises de l'assurance, lieux de vulnérabilité délaissés ou ignorés par les pouvoirs publics et les assureurs. Il s'agit d'un périmètre plus large que le concept de la micro-assurance, qui s'est développé à partir des années 1980 dans les pays en développement afin de sécuriser le mécanisme du microcrédit, partant du constat que le défaut de remboursement d'un microcrédit était fréquemment la conséquence d'aléas météorologiques ou d'une maladie.

S'appuyant sur la littérature internationale et un benchmark des offres inclusives développées en France, nous avons pu identifier 6 principaux facteurs d'une offre d'assurance inclusive : une méthodologie de conception de produit partant des besoins locaux, un ciblage sur des publics non ou mal-assurés et des critères d'éligibilité inclusifs, des niveaux de garanties et franchises adaptés aux besoins évitant de tomber dans le low-cost et la dégradation du rapport qualité / prix, des niveaux de cotisations et des modalités de paiement adaptés aux capacités financières, des procédures de souscription et d'utilisation simplifiées afin d'éviter toute situation de non-recours à l'assurance, et enfin une distribution et prescription via des partenaires associatifs, publics ou privés en contact avec les populations ciblées.



SOMMAIRE DES PROGRAMMES

PAR THÉMATIQUE

OFFRES INCLUSIVES

24.
ACCÈS À UN VÉHICULE :
RENAULT CAREMAKERS /
CLUB MOBILITÉ

26.
ACCÈS À INTERNET
À DOMICILE :
COUP DE POUCE
INTERNET

28.
ACCÈS À UNE
ALIMENTATION
INFANTILE DE QUALITÉ :
PROGRAMME MALIN

30.
CONSTRUCTION
DE LOGEMENTS
ABORDABLES :
LE LOGEMENT SOLIDAIRE

32.
MISE EN SÉCURITÉ
ÉLECTRIQUE DES MÉNAGES :
ACTION ELEC

PRATIQUES À IMPACT

34.
FORMATION POUR UN RETOUR
À L'EMPLOI : COURTE ECHELLE

36.
RECHERCHER UNE SOLUTION
AUX PROBLÈMES DE MOBILITÉ
EN ZONE RURALE

37.
ACCOMPAGNEMENT À LA
MOBILITÉ EN ZFE MACIF ET BNP

38.
ACCOMPAGNEMENT DES
LOCATAIRES FRAGILES

40.
PERMETTRE AUX SENIORS
MODESTES DE VIVRE LE PLUS
LONGTEMPS POSSIBLE À DOMICILE

46.
ANALYSE DE LA SOLVABILITÉ
DES DEMANDEURS DE LOGEMENT
DANS LE PARC SOCIAL

48.
RÉNOVATION-DENSIFICATION
DES COPROPRIÉTÉS FRAGILES

50.
INNOVER DANS LE PROCESSUS
DE RELOGEMENT GRÂCE AUX
SCIENCES COMPORTEMENTALES

FOCUS

42.
« BIEN VEILLIR » CHEZ
FINISTÈRE HABITAT

42.
ANALYSE SOCIO-
PATRIMONIALE DU
VIEILLISSEMENT DU PARC
DE EST ENSEMBLE HABITAT

43.
FAVORISER LA MUTATION
DES LOCATAIRES SENIORS
DE VILOGIA

44.
LUTTE CONTRE LE
NON-RECOURS AU FORFAIT
COORDINATION DE
L'ASSURANCE RETRAITE
ÎLE-DE-FRANCE

45.
ACCÉLÉRER L'ADAPTATION
DES LOGEMENTS DANS
LE PARC PRIVÉ

OUTILS D'ACTION PUBLIQUE

52.
INNOVATION PAR
LA DONNÉE DANS
LA LUTTE CONTRE
LE SANS-ABRISME :
SYNCHRØ

54.
INNOVATION PAR
LA DONNÉE DANS L'AIDE
SOCIALE À L'ENFANCE



CLUB MOBILITÉ



#MOBILITÉ

Accès à un véhicule Renault CareMakers



Chiffres clés

20 %

d'économie par rapport au coût mensuel d'un véhicule d'occasion ancien

2015

Lancement du programme

45

garages Renault engagés couvrant l'ensemble du territoire français

+ de

3 200

véhicules livrés depuis le lancement du programme

Où ?



RAISON D'ÊTRE du programme

La mobilité a été identifiée comme un **frein majeur à l'insertion socioprofessionnelle**, une personne sur deux ayant déjà refusé un emploi ou une formation faute d'un moyen de transport adapté parmi les personnes à faibles revenus. L'accès à un véhicule est difficile pour les personnes en situation de précarité en raison des conditions actuelles du **marché automobile**.

- ▶ Ces publics ne peuvent pas accéder au marché du véhicule neuf ou d'occasion récente car ils sont dans l'impossibilité de recourir aux financements classiques (crédit, location avec option d'achat ou épargne).
- ▶ Un véhicule ancien a un coût d'usage moyen supérieur à celui d'un véhicule neuf d'entrée de gamme (coûts d'entretien et de réparation importants et volatils). Ce surcoût est estimé à 20-30 % du budget automobile.
- ▶ Un nouvel équilibre de contraintes dans le champ de la mobilité va exiger des changements de pratiques choisis ou subis par les consommateurs. D'ici 2026, 43 agglomérations de plus de 150 000 habitants devront avoir instauré une zone à faible émission mobilité (ZFE-m) qui va restreindre la circulation de véhicules les plus polluants.

L'OFFRE proposée

Le Club Mobilité est une entreprise de l'économie sociale et solidaire, labélisée Entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS) qui agit sur les freins à l'emploi en favorisant l'accès à un véhicule propre et fiable, avec un budget décent et pour mettre fin à ce cercle vicieux de l'inemployabilité liée à la mobilité. Depuis sa création, le Club Mobilité propose des solutions d'achat ou de location avec option d'achat (LOA) :

- ▶ d'un véhicule propre thermique, bi-carburant ou électrique ;
- ▶ avec une gamme de prix adaptée aux capacités des ménages précaires ou très modestes ;
- ▶ et adossées à un financement par microcrédit pour garantir l'accessibilité financière.

« En tant que cliente ayant profité de l'offre d'achat d'une Dacia Spring, je suis extrêmement satisfaite de cette voiture qui m'a permis d'obtenir un CDI et d'assurer les déplacements de mes enfants. Je souhaite exprimer ma profonde gratitude au Club Mobilité, en particulier à Mme X, qui a déployé d'énormes efforts pour m'aider à comprendre le processus et à monter mon dossier. Je suis sincèrement reconnaissante envers elle. »

Mme A, Une nouvelle vie avec un CDI et plus de sérénité

chefs de projet



Julie



Nicolas

« Grâce à votre soutien et celui de vos partenaires, je peux continuer à travailler. Le véhicule que j'ai acheté avec votre aide n'est pas une simple location, mais un vrai investissement qui me permet de me déplacer à Dieppe, au Havre et bien au-delà. Un grand merci au Club Mobilité pour cette opportunité. Bonne continuation à vous. »

M. B, Un véhicule essentiel pour continuer à travailler

LES PARTENAIRES

Le Club Mobilité s'appuie sur des partenariats forts construits entre Renault, la Fédération nationale des Caisses d'Épargne, les Parcours Confiance, l'Adie, Roole, Créa-Sol, le FASTT et France Travail.

Mais le réseau partenarial s'étend aujourd'hui à une multitude d'acteurs assurant la distribution de l'offre – associations et partenaires publics comme l'Union Nationale ADMR, Wimoov ou encore le réseau Mob'In. Nous avons également développé, ces dernières années, des partenariats avec les collectivités territoriales afin d'intégrer les dispositifs locaux particuliers (notamment les aides financières pour les publics) à notre solution. C'est pour le moment avec la métropole de Rouen et le département de Seine-Saint-Denis que nous avons engagé des expérimentations réussies !

L'IMPACT recherché

Pour les particuliers bénéficiaires de l'offre :

- ▶ insertion professionnelle : un accès ou un maintien dans l'emploi confirmé pour nos bénéficiaires ;
- ▶ une réduction du budget automobile et une prévisibilité des coûts liés à l'usage de son véhicule ;
- ▶ un quotidien facilité, le sentiment de gagner du temps et d'être plus libre dans ses déplacements.

Pour les partenaires prescripteurs publics, associatifs ou privés :

- ▶ une solution pour accompagner les parcours de retour ou de maintien dans l'emploi pour leurs usagers, clients ou bénéficiaires.

« Le garage de Versailles m'a contactée ce matin pour m'informer que la livraison de ma voiture aura lieu ce vendredi 4 octobre 2024 à Buc. Je tenais à remercier toute l'équipe pour son aide précieuse à chaque étape, pour sa patience et son soutien. Merci infiniment pour tout ! »

Mme C, Un accompagnement précieux à chaque étape



LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

L'Action Tank joue un double rôle dans le programme Club Mobilité :

- ▶ Regard expert et accompagnement de Renault sur le déploiement du dispositif
- ▶ Gestionnaire opérationnel de la structure Club Mobilité

Bilan de l'année 2024

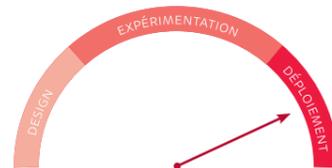
Le Club Mobilité a livré cette année un peu plus de 580 véhicules (c'est moins qu'en 2023). Ce résultat s'explique par un contexte réglementaire peu favorable, avec le lancement de l'offre gouvernementale « Leasing social » et une diminution importante des aides publiques disponibles pour les bénéficiaires du Club Mobilité (fin des primes à la conversion et du bonus écologique sur les véhicules électriques proposés par le Club Mobilité). Nous arrivons à 3 200 bénéficiaires depuis le lancement du programme et les partenaires sont alignés sur une ambition forte pour ce dispositif pour les prochaines années.

En 2024, nous avons également poursuivi l'expérimentation d'une offre Véhicule d'Occasion dans 6 concessions partenaires. Ces développements devraient être poursuivis l'année prochaine.

COUP DE POUCE INTERNET

#INCLUSION NUMÉRIQUE

Accès à Internet à domicile



Chiffres clés

2019

Lancement de l'offre

5 millions

de personnes cumulant précarité numérique et économique

19 %

de ménages à bas revenus ne possèdent pas de connexion internet à domicile

100 %

des démarches administratives dématérialisées depuis 2022

+ de **75 000**

ménages bénéficiant de l'offre à fin 2024

Où ?



RAISON D'ÊTRE du programme

En France, **13 millions de personnes** sont éloignées du numérique et 5 millions d'entre elles cumulent éloignement numérique et précarité économique.

Ce phénomène résulte de plusieurs facteurs :

- ▶ accès limité aux équipements (19 % des ménages à bas revenus n'ont pas de connexion internet, 32 % ne possèdent pas d'ordinateur) ;
- ▶ freins aux compétences numériques (illettrisme, méconnaissance, défiance).

Or, le numérique est aujourd'hui essentiel dans notre société, car il joue un rôle clé dans :

- ▶ l'insertion socioprofessionnelle (80 % des offres d'emploi sont postées sur Internet, et 100 % des démarches administratives sont dématérialisées depuis 2022) ;
- ▶ l'amélioration des conditions de vie et de l'émancipation ;
- ▶ l'augmentation du pouvoir d'achat (accès à des offres à bas coûts) ;
- ▶ la lutte contre l'isolement (maintien du lien social).

L'OFFRE proposée

L'offre Coup de Pouce Internet, développée par Orange, facilite l'accès des ménages à bas revenus à une connexion internet à domicile. Elle comprend :

- ▶ une offre d'accès Internet - TV - Téléphone à moindre coût – Livebox pour 15,99 €/mois, sans engagement et sans frais de résiliation, avec un prix garanti dans le temps ;
- ▶ l'accès à un ordinateur portable reconditionné à 169 € ;
- ▶ un accompagnement gratuit au numérique disponible dans certaines boutiques Orange, et au travers de la plate-forme Bien vivre le digital.

Cette offre résulte d'une co-construction avec des acteurs de l'inclusion et a été élaborée à partir d'une consultation nationale des parties prenantes.

chefes de projet



Émilie

Manon

LES PARTENAIRES



Orange travaille en partenariat avec de nombreux acteurs de terrain et institutions pour diffuser l'offre Coup de Pouce Internet (dont, par exemple, France Travail, les CCAS, le Secours Catholique, Caisse d'Épargne-Parcours Confiance, les Points Passerelle du Crédit Agricole, Crit, des bailleurs sociaux).

Les ordinateurs portables sont reconditionnés et vendus par AfB, une entreprise employant des personnes en réinsertion professionnelle.

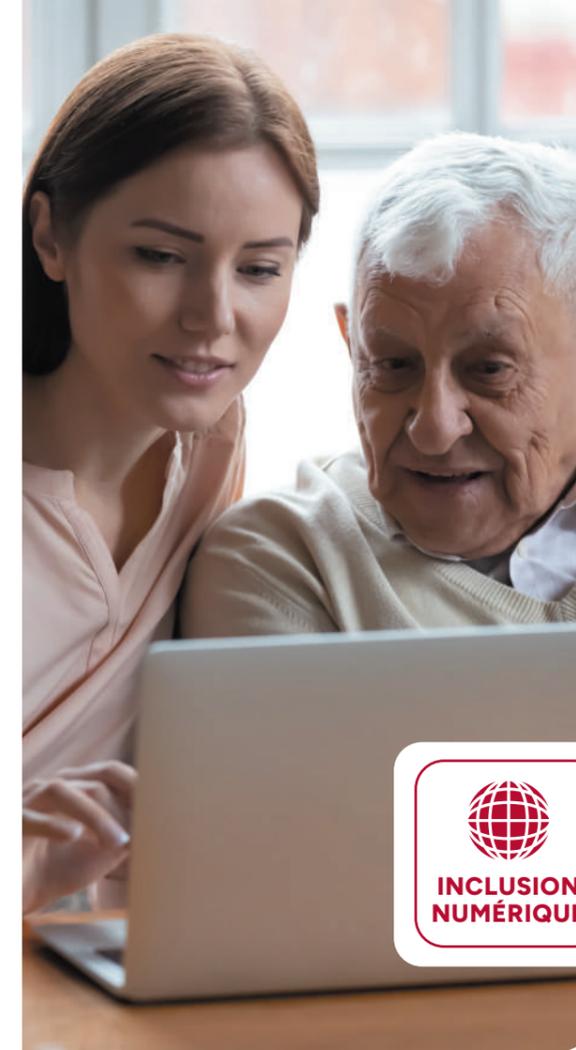
L'IMPACT recherché

Pour les ménages bénéficiaires de l'offre :

- ▶ accès à Internet et à un ordinateur, amélioration des compétences numériques ;
- ▶ réduction des dépenses télécoms, allégeant le budget contraint des ménages ;
- ▶ renforcement du pouvoir d'agir : accès à l'information, maintien du lien social, recherche d'emploi, suivi de la scolarité des enfants.

Pour le secteur public et la société :

- ▶ coûts évités : réduction des coûts de santé, du non-recours aux droits sociaux, et des indemnités de chômage.



LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

L'Action Tank soutient Orange dans le déploiement de l'offre, en apportant son expertise méthodologique, notamment dans l'accompagnement de l'expérimentation avec France Travail.

Bilan de l'année 2024

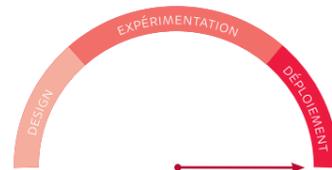
En 2024, l'enjeu principal pour Orange est la poursuite du déploiement de l'offre Coup de Pouce Internet pour en démultiplier l'impact.

Une nouvelle expérimentation avec France Travail a été lancée pour accompagner les demandeurs d'emploi éloignés du numérique à travers l'offre Coup de Pouce Internet et les Ateliers Numériques d'Orange. Ce dispositif est actuellement expérimenté sur 8 territoires.

#ENFANCE

PROGRAMME MALIN

Accès à une alimentation infantile de qualité



Chiffres clés

2010

Lancement du programme

1/5

enfant vit sous le seuil de pauvreté

15 à 20 €

d'économies par mois sur les produits d'alimentation infantile

270 000

enfants inscrits fin 2024 depuis le début

RAISON D'ÊTRE du programme

De la grossesse à 2 ans, les 1 000 premiers jours sont une période extraordinaire et déterminante pour le jeune enfant, tant pour sa santé que pour son développement. Chaque année en France, 160 000 enfants environ naissent dans des familles qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Deux problématiques existent :

- ▶ Les produits de nutrition infantile sont une charge significative dans le budget des familles concernées.
- ▶ Les conseils reçus liés à la nutrition infantile ne sont pas toujours adaptés.

L'OFFRE proposée

Dans un objectif d'amélioration de la santé d'enfants de moins de 3 ans, le Programme Malin propose aux familles ciblées de les accompagner sur les problématiques d'alimentation de leur enfant et de la famille à travers des messages et conseils pratiques (guides, newsletters et site web). Pour les familles ciblées en situation de précarité, le programme développe aussi des partenariats avec des entreprises pour donner accès à des offres à moindre coût de produits d'alimentation infantile pour les 6 à 24 mois, et à une offre favorisant l'alimentation familiale faite maison de qualité, via notamment des ventes en ligne d'ustensiles de cuisine et petits électroménagers.

LES PARTENAIRES

Le Programme Malin est porté par l'association Programme Malin, une association loi 1901 créée en 2015 pour accélérer le développement du projet Programme Malin. L'association s'appuie sur les deux sociétés savantes de pédiatrie (AFPA, SFP), la Croix-Rouge Française, et des partenaires entreprises (Blédina, Seb, Le Gaulois, Les Prés Rient Bio, Materne, Bonduelle).

Au niveau local, il s'appuie sur un réseau dense et diversifié d'acteurs de la santé, de la petite enfance et de la solidarité (associations caritatives, CCAS, etc.), avec le soutien notamment des CAF de ces territoires.



Où ?



chef de projet



Nicolas

L'IMPACT recherché

Le Programme vise l'amélioration de la santé à long terme des enfants – notamment ceux vivant dans des familles en situation de précarité économique – par une amélioration des habitudes de consommation alimentaire, notamment sur ce moment clé que sont les 1 000 premiers jours. Parallèlement aux études business et de consommation menées, une étude interventionnelle est menée avec l'INSERM et le CHU de Lille pour évaluer l'impact sur la santé des enfants accompagnés par le Programme Malin.

LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

Aujourd'hui, le Programme Malin est une structure associative autonome avec une équipe de 10 personnes.

L'Action Tank joue un rôle clé à plusieurs niveaux dans le développement et la pérennité du Programme Malin. Tout d'abord, il siège au conseil d'administration, où il agit en tant que garant de la philosophie du Social Business, en veillant à ce que les dispositifs mis en place avec les partenaires industriels restent alignés avec les valeurs d'innovation sociale et de réduction des inégalités. Par ailleurs, l'Action Tank contribue activement aux échanges stratégiques avec les pouvoirs publics, notamment la CNAF, la Délégation interministérielle de lutte contre la pauvreté (DILP) et le ministère de la Santé, pour garantir un soutien durable et renforcer l'ancrage institutionnel du Programme.

En 2024, son implication s'est particulièrement illustrée à travers deux avancées majeures. Tout d'abord, l'Action Tank a conçu un outil innovant de mesure d'impact, permettant de suivre précisément l'efficacité des inscriptions et l'utilisation des bons de réduction proposés aux familles. Ensuite, il a joué un rôle central dans la mise en œuvre d'un nouveau CRM basé sur Salesforce, optimisant la gestion des données et le suivi des bénéficiaires. Ce projet a bénéficié de l'expérience acquise via le Club Mobilité, démontrant la capacité de l'Action Tank à capitaliser sur ses expertises transversales pour amplifier l'impact des initiatives sociales.

Bilan de l'année 2024

L'année 2024 a marqué une nouvelle étape dans le développement du Programme Malin, consolidant son impact auprès des familles sous contraintes budgétaires et renforçant ses capacités d'action. Avec un total de 270 000 enfants inscrits depuis le lancement, et 140 000 enfants de moins de 3 ans actuellement accompagnés, Malin a poursuivi sa mission en déployant des solutions concrètes pour améliorer les pratiques nutritionnelles des familles et garantir un accès élargi à une alimentation de qualité. L'atteinte de ces résultats a été rendue possible grâce à une stratégie renforcée d'identification des familles éligibles et une intensification des partenariats.

Le modèle économique du Programme a également franchi un cap en 2024 avec une diversification des ressources financières, réparties entre 40 % de financements philanthropiques, 30 % d'apports des pouvoirs publics, 20 % de contributions d'entreprises partenaires et 10 % de sources diverses. Cette répartition équilibrée, souhaitée de longue date, renforce la résilience du Programme et constitue une base solide pour son développement futur.

LE LOGEMENT SOLIDAIRE

Chiffres clés

2013

Lancement du programme

80 €

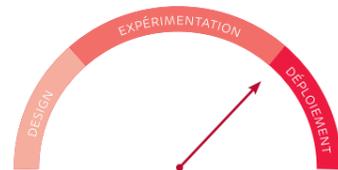
Baisse du coût moyen mensuel du logement pour les habitants atteints sur nos opérations

160

logements construits sur 3 opérations

180

leviers d'optimisation du coût global du logement ont été identifiés – dont 25 ont été appliqués à l'opération de Stains



RAISON D'ÊTRE du programme

En France, on constate une inadéquation quantitative et qualitative entre l'offre et la demande de logements abordables. Les bailleurs sociaux rencontrent des difficultés grandissantes – dans les zones tendues – à loger les ménages modestes dans leur parc neuf du fait de niveaux de quittance trop importants.

LA DÉMARCHE proposée

L'Action Tank propose :

- ▶ d'inverser le processus habituel de détermination de la programmation locative sociale, en partant d'abord des besoins en logements non ou mal satisfaits sur le territoire, puis en intégrant dans un second temps les contraintes économiques, administratives et politiques, pour aboutir à une programmation qui contribue à réduire les inégalités d'accès au logement sur le territoire ;
- ▶ de renverser le processus de conception d'opérations de construction de logements grâce à un pilotage par le coût global des futurs logements (coûts tout au long du cycle de vie du bâtiment, de sa conception, son exploitation, à sa démolition) dans le cadre d'une méthode de conception intégrée prenant en compte les usages.

LES PARTENAIRES

Initiée dans le cadre d'un partenariat renforcé avec l'entreprise Bouygues Bâtiment Île-de-France Habitat Social, la mise en œuvre de la démarche repose sur de nombreux partenaires : promoteur (Linkcity), aménageurs, bailleurs (Seine-Saint-Denis Habitat, Eure Habitat), architectes (Bruno Rollet, Pascal Gontier), collectivités territoriales (Plaine Commune, Stains), acteurs institutionnels (ANRU, USH), habitants.

Où ?



chefs de projet



Antonin



Guillaume



L'IMPACT recherché

Pour les collectivités locales :

- ▶ bénéficier d'un outil d'identification des besoins réels des habitants ;
- ▶ développer des logements plus accessibles, durables et abordables.

Pour les bailleurs sociaux :

- ▶ produire des logements avec des quittances réduites, au service du pouvoir d'achat des locataires et avec un impact potentiel sur la réduction d'impayés des futurs locataires ;
- ▶ prendre part à une démarche d'innovation qui favorise la transversalité au sein des équipes.

Pour les demandeurs de logement et futurs locataires ciblés :

- ▶ moins d'exclusion et moins de temps d'attente dans la demande de logement ;
- ▶ une amélioration du reste-pour-vivre – par rapport à une offre locative classique – du fait de la diminution des quittances.

Bilan de l'année 2024

- ▶ Les discussions avec des collectivités locales franciliennes intéressées par la démarche ont eu lieu tout au long de l'année 2024, avec un objectif de concrétisation d'une ou deux pistes au cours de l'année 2025.
- ▶ De nombreuses restitutions de la démarche et de notre retour d'expérience ont eu lieu tout au long de l'année avec des services de l'État, des collectivités, et des bailleurs sociaux.



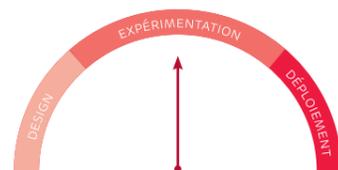
LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

L'Action Tank assure le copilotage du programme Logement Solidaire pour :

- accompagner la mise en œuvre concrète du programme avec une responsabilité dans l'analyse des besoins de logements, et l'animation du collectif d'acteurs dans la phase d'optimisation par le coût global ;
- appuyer le déploiement du projet, avec un rôle actif dans la capitalisation sur le premier projet pilote et la recherche de projets complémentaires.

ACTION ELEC

Mise en sécurité électrique des ménages



Chiffres clés

2/3
des installations électriques présentent au moins 1 anomalie

4
zones d'expérimentation actives en 2024

25%
des incendies domestiques sont d'origine électrique

13
chantiers de mise en sécurité électrique réalisés

Où ?



RAISON D'ÊTRE du programme

Malgré le nombre encore trop important d'incendies domestiques d'origine électrique (18 000 chaque année en France), seulement 4 % des Français reconnaissent que leur installation électrique est trop dégradée. Par ailleurs, même lorsqu'ils ont conscience du risque encouru, certains ménages craignent de faire appel à un mauvais prestataire et **préfèrent ne pas agir**. Enfin, si un ménage décide de faire réaliser un devis, le prix, parfois d'une dizaine de milliers d'euros, s'avère souvent **dissuasif** en l'absence d'aides nationales spécifiques au lot électrique.

La raison d'être d'Action Elec est donc de permettre à des ménages modestes de faire réaliser ces travaux de mise en sécurité électrique de leur logement, jusqu'alors non réalisés à cause du coût des travaux et/ou par méconnaissance des risques.

L'OFFRE proposée

Il s'agit d'une offre inclusive de travaux de mise en sécurité électrique qui agit sur 2 leviers pour faciliter l'accès à des travaux de qualité à des ménages à faibles revenus :

- ▶ la diminution du coût des travaux grâce à la diminution du coût des équipements et de l'appareillage ;
- ▶ la mise en relation facilitée avec un électricien de confiance.

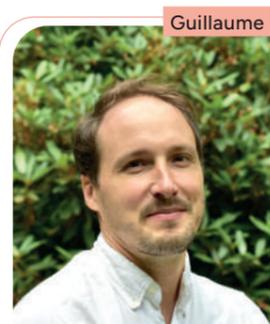
L'offre cible des ménages modestes ou très modestes au sens des barèmes d'aide de l'Anah.

L'amélioration de l'information des ménages sur le risque électrique est également une composante importante de l'offre, notamment via un outil en ligne et papier d'auto-diagnostic, élaboré avec Schneider Electric.

chefs de projet



Clémentine



Guillaume

LES PARTENAIRES

- ▶ **Projet porté par** : Schneider Electric
- ▶ **Prescripteurs auprès des ménages** : opérateurs sociaux des territoires et collectivités locales (Métropole européenne de Lille, Agglomération de Beauvaisis, Agglomération de la ville de Compiègne, EPT d'Est Ensemble) et l'association Réseau Éco habitat
- ▶ **Partenaire pour la distribution de l'offre** : Rexel
- ▶ **Partenaires opérationnels** : électriciens partenaires



L'IMPACT recherché

- ▶ **Pour les bénéficiaires** : une diminution des risques domestiques, un meilleur confort dans le logement.
- ▶ **Pour les collectivités proposant des aides à la rénovation du logement** : une augmentation du recours aux aides, une plus grande efficacité des enveloppes d'aides à budget identique.
- ▶ **Pour Schneider Electric, Rexel, les électriciens partenaires** : un engagement sociétal qui prend corps grâce à l'activité « cœur » de chacun des partenaires.

LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

L'Action Tank est copilote du programme en apportant un soutien opérationnel au porteur de projet Schneider Electric. En particulier, l'Action Tank est mobilisé dans le montage des partenariats et la coordination des différents acteurs (industriels, prescripteurs, électriciens) dans les zones d'expérimentation.



Bilan de l'année 2024

L'année 2024 a été riche en temps forts pour le projet Action Elec :

- ▶ de nouveaux ménages ont bénéficié de l'offre en 2024, portant le nombre total de chantiers réalisés à 13 ;
- ▶ une zone d'expérimentation a été élargie, de Roubaix à l'ensemble de la Métropole européenne de Lille ;
- ▶ une nouvelle newsletter a été envoyée par la MACIF, partenaire de l'Action Tank, afin de contribuer à la sensibilisation au risque électrique via la diffusion de l'outil d'auto-diagnostic auprès de 1,7 million de sociétaires, avec un bon taux d'ouverture de 47 %.

Par ailleurs, l'année 2024 a été marquée par le lancement d'une phase de bilan du pilote, actif depuis maintenant 3 ans. Schneider Electric et l'Action Tank ont voulu tirer parti des enseignements du dispositif actif pour envisager une nouvelle version en 2025, toujours dans l'objectif d'atteindre le plus grand impact possible. Cette phase de bilan s'est déroulée en lien étroit avec nos partenaires prescripteurs et électriciens, phase durant laquelle nous abordons les problématiques de détection de ménages et de réduction de reste à charge.

COURTE ECHELLE

Se former au métier de soudeur pour un retour à l'emploi



Chiffres clés

7 000

postes de soudeurs non pourvus

2

projets Courte Echelle terminés

16

personnes ayant complété une formation Courte Echelle et ayant obtenu un emploi

1

nouvelle zone de projet à l'étude

RAISON D'ÊTRE du programme

En dépit d'un taux de chômage supérieur à 7 % en France, de nombreuses entreprises, notamment dans les secteurs industriels, peinent à recruter pour des métiers en tension, comme celui de soudeur.

Air Liquide France Industrie constate ces difficultés au sein de son réseau de clients, notamment pour les TPE et PME, souvent sans moyens RH suffisants. En tant que partenaire clé, Air Liquide peut jouer un rôle important dans la détection de ces besoins et accompagner ses clients dans leur recrutement.

LA DÉMARCHE proposée

La démarche Courte Echelle, initiée par Air Liquide et soutenue par l'Action Tank, propose une formation qualifiante en soudure, suivie d'une embauche en CDI pour les demandeurs d'emploi dans des zones à forte demande de recrutement.

Ce programme identifie les entreprises ayant des difficultés de recrutement, les oriente vers le réseau Ambition Inclusion (agences d'intérim d'insertion), et forme des candidats éloignés de l'emploi au métier de soudeur, une compétence stratégique pour l'écosystème industriel d'Air Liquide.

LES PARTENAIRES

- **Projet porté par** : Air Liquide France Industrie
- **Recrutement et formation** : Réseau Ambition Inclusion et partenaires comme l'Institut de soudure
- **Financeurs** : France Travail, Régions, Opco



Où ?



cheffe de projet



« Le projet avait été bien présenté par [le commercial d'Air Liquide] avec un cadre de formation bien défini et répond à un réel besoin : je cherchais des jeunes en apprentissage. Il s'agit d'un concept très pertinent et bien mis en œuvre, avec professionnalisme. »

M. ZRAIDI, Directeur de Tesi Piping (PME de 30 personnes, recruteuse en 2021 d'un apprenant Courte Echelle).

L'IMPACT recherché

- **Pour les bénéficiaires** : un retour à l'emploi sur un métier qui présente une forte demande, avec une qualification reconnue.
- **Pour les entreprises recruteuses** : une réponse à un besoin de recrutement sur un métier en tension.
- **Pour Air Liquide France Industrie** : un enrichissement de la proposition de valeur de l'entreprise auprès de ses clients et fournisseurs, tout en s'engageant pour le dynamisme économique du bassin d'emploi.

« Je trouve que par rapport à mon ancien travail, je suis plus moi-même qu'avant, je suis plus heureux. »

« Je pense continuer dans ce métier où j'ai su prendre mes repères. Soudeur, c'est très recherché, donc même si ça se finit un jour dans cette entreprise, je pourrai retrouver du travail ailleurs. »

Apprenants Courte Echelle 2021

LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

L'Action Tank, initialement pilote opérationnel du programme, assure désormais un soutien méthodologique à la Responsable RSE d'Air Liquide France Industrie et au pilote commercial du projet en accompagnant l'expérimentation du nouveau format de Courte Echelle.

Bilan de l'année 2024

En 2024, le projet a été réajusté pour gagner en flexibilité. Grâce à l'intervention des agences du réseau Ambition Inclusion, les formations peuvent désormais être organisées de manière plus agile, sans nécessiter la formation d'une cohorte globale.

Ce nouveau format est en cours d'expérimentation dans la région des Pays de la Loire, en partenariat avec les agences SITI du réseau Ambition Inclusion.



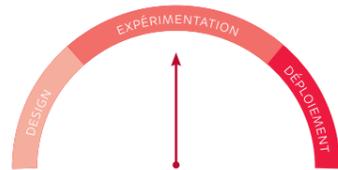
Rechercher une solution aux problèmes de mobilité EN ZONE RURALE



cheffe de projet

Julie

#MOBILITÉ



LA DÉMARCHE proposée

Face au constat de difficultés de mobilité encore très présentes dans le monde rural, hors voiture individuelle, l'Action Tank a souhaité lancer une exploration autour de nouveaux services qui pourraient répondre aux besoins de mobilité.

Forts de notre expérience d'accompagnement de stations-service rurales, en partenariat avec TotalEnergies, nous souhaitons comprendre en particulier le rôle qu'une station-service peut jouer dans le développement de nouvelles offres de transport sur un territoire donné.

LE RÔLE de l'Action Tank

L'Action Tank mène une phase de diagnostic local et d'immersion pour identifier les particularités des territoires ruraux ciblés, les offres de transport disponibles, les besoins non couverts et les acteurs locaux.

L'Action Tank accompagne la co-construction d'une solution adaptée aux besoins des habitants.

LES PARTENAIRES

- ▶ TotalEnergies et Renault sont impliqués dans le copilotage de ce travail d'exploration.
- ▶ Les acteurs locaux de l'insertion, de la mobilité ou de l'action sociale sont mobilisés en tant qu'experts sur leur périmètre pour affiner le diagnostic territorial.



IMPACT recherché

- ▶ **À court terme**, compréhension fine des difficultés de mobilité rencontrées, par typologie de profils et d'usages.
- ▶ **À long terme**,
 - pour les personnes utilisatrices : résolution des difficultés à se déplacer, retour à l'emploi éventuel, réduction des coûts globaux associés aux trajets ;
 - pour les collectivités : proposer des offres de mobilité adaptées aux besoins des habitants.

Réalisations 2024

L'Action Tank a mené en 2024 un travail de co-construction d'une solution d'autopartage adaptée aux besoins de la commune d'Arnèke (59285). À partir d'un recensement des services de mobilité existants sur la commune et des besoins des habitants d'Arnèke, puis d'échanges avec la mairie, l'intercommunalité, la concession Renault, les stations-service d'Arnèke, et plusieurs sessions de travail avec les équipes Mobilize Share chez Renault, nous avons formalisé une proposition de service pour la commune avec un modèle économique hybride.

Où ?



Accompagnement à la MOBILITÉ DANS LES ZFE



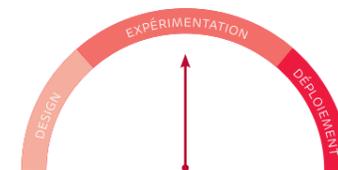
chefs de projet

Julie

Nicolas

Marie

#MOBILITÉ



RAISON D'ÊTRE du programme

Seul 50 % de la population française sait ce que sont les ZFE. Globalement, le niveau de connaissance du dispositif des ZFE est bas, bien que les polémiques à répétition participent à accroître sa notoriété. De plus, lorsque le dispositif est connu, les détails de sa mise en place (calendrier, dérogation, périmètre...) ne sont que très peu maîtrisés.

Pourtant, le dispositif ZFE va être mis en place dans 42 villes françaises et toucher près de 44 % de la population française. De plus, les profils fragiles seront les plus impactés par la mise en place du dispositif car ils sont plus souvent équipés de véhicules anciens et plus polluants, donc interdits, et ils ont moins de capacités financières pour adapter leur mobilité aux restrictions du dispositif.

Chiffres clés

40 000 morts prématurés chaque année en France du fait de la pollution de l'air

44 % de la population sera concernée par les ZFE à horizon 2025

42 villes françaises de plus de 150 000 habitants ont une obligation de mettre en place une ZFE

LA DÉMARCHE proposée

Après une phase d'exploration approfondie des besoins et problématiques concernant les ZFE, l'objectif est d'identifier les clients de nos partenaires fragilisés par la mise en place des ZFE et de leur proposer des outils adaptés d'information et d'accompagnement au changement de véhicule ou de mobilité.

LES PARTENAIRES

Nous travaillons avec la MACIF pour identifier et accompagner leurs sociétaires particuliers impactés par la mise en place des ZFE, ainsi qu'avec BNP Paribas pour un accompagnement de leur clientèle professionnelle.

LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

L'Action Tank accompagne les partenaires dans l'identification de leurs clients les plus fragiles ou fragilisés par la mise en place du dispositif ZFE, puis dans la conception et la mise en œuvre des expérimentations d'information et d'accompagnement.

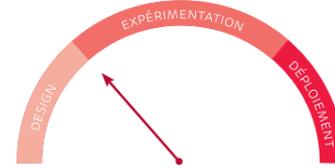
IMPACT recherché

L'objectif est de permettre aux profils les plus fragiles de conserver leurs capacités de mobilité dans le cadre de leurs déplacements privés ou professionnels. Les projets ont donc comme visée d'accompagner les clients de nos partenaires, ayant des véhicules interdits dans les ZFE, dans un changement de comportement leur permettant d'adopter une mobilité adaptée à leur situation et leurs besoins.

Où ?



Accompagnement des LOCATAIRES FRAGILES



Chiffres clés

19 000

ménages, soit près de 40 000 personnes, ont été expulsés en 2023

+10 %

de locataires en retard de paiement en 2022 constatés dans le parc locatif social

3

acteurs accompagnés

RAISON D'ÊTRE du programme

19 000 ménages, soit près de 40 000 personnes, ont été expulsés en 2023. Ces expulsions locatives sont coûteuses : pour les bailleurs, en termes de ressources financières et humaines, pour les pouvoirs publics, qui doivent prendre en charge les conséquences sociales de ces expulsions (il est estimé que 25 % des ménages expulsés se retrouvent sans domicile) et bien sûr, pour les ménages en termes de scolarisation des enfants, de perte d'emploi, et de santé.

La clé de la lutte contre le sans-abrisme à long terme est la prévention de ce phénomène. Or, ce volet préventif est encore sous-investi au regard des moyens dédiés à l'hébergement. C'est pourquoi l'Action Tank travaille depuis 2020 sur 2 projets de prévention des expulsions locatives, l'un à l'échelle d'un bailleur social.

LA DÉMARCHE proposée

Les projets menés sont des expérimentations de démarches basées sur l'économie comportementale, qui visent à améliorer la prise de contact avec les ménages aux stades amiable et contentieux d'une procédure d'expulsion pour impayés, afin de pouvoir mieux les accompagner, et, si cela est possible, à permettre le rétablissement du paiement de loyer et prévenir une expulsion effective.

LES PARTENAIRES

Les partenaires de ces projets sont le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis (CD93), les bailleurs sociaux Seine-Saint-Denis habitat (SSDh) et Clairienne (groupe I3F), ainsi que les chercheurs Marieke Huysentruyt et Tomasz Obloj au sein du département Society & Organizations d'HEC.

Où ?



chefs de projet



Émilie



Guillaume



L'IMPACT recherché

Pour le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis :

- ▶ amélioration du taux de prises de contact par les ménages en procédure d'expulsion avec les équipes du département et de ses partenaires ;
- ▶ diminution du nombre de ménages expulsés et du nombre de personnes devenant sans domicile après une expulsion.

Pour les bailleurs sociaux : adaptation des procédures permettant une diminution du nombre de ménages en situation d'expulsion et une baisse de leurs impayés de loyer graves et contentieux.

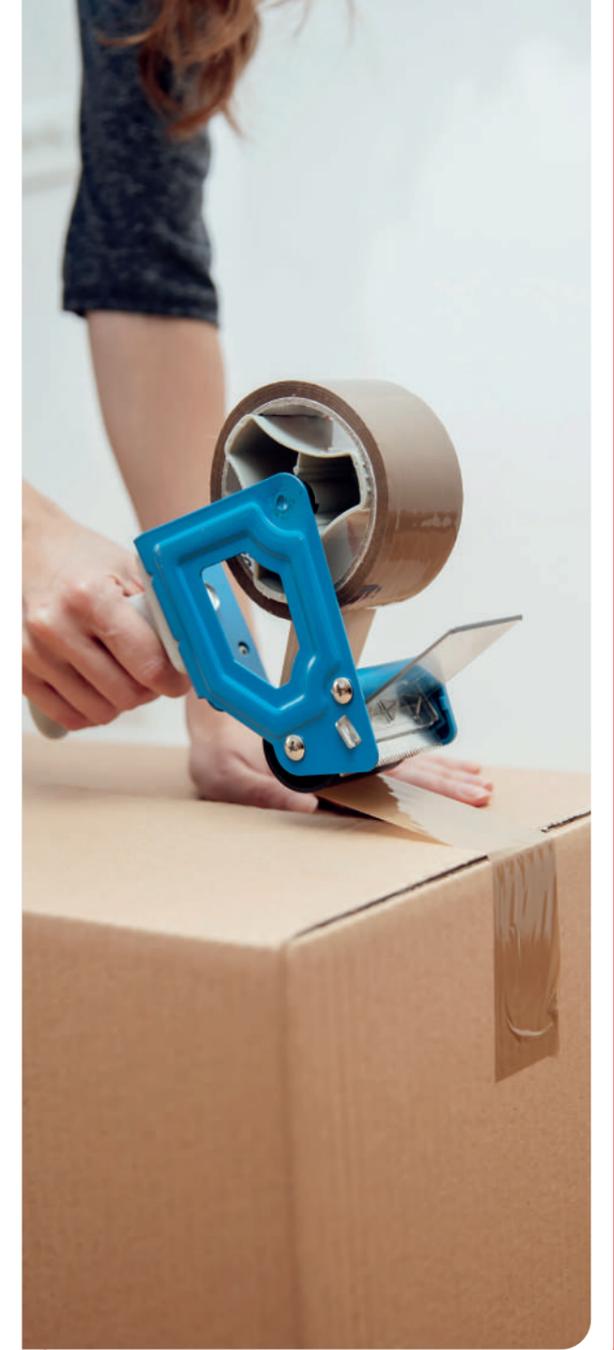
Pour les ménages :

- ▶ accès à un accompagnement adapté aux besoins ;
- ▶ meilleur recours aux aides.

Réalisations 2024

Les résultats ont permis de démontrer la pertinence d'une approche basée sur l'économie comportementale pour améliorer le taux de prises de contact :

- ▶ Une expérimentation au stade amiable de la procédure a été menée tout au long de l'année 2024 avec le bailleur social Clairienne et une équipe de chercheurs spécialisés en économie comportementale d'HEC, capitalisant sur l'étude inachevée avec Seine-Saint-Denis habitat. Cette expérimentation explore de nouveaux leviers tels que les SMS et des scripts téléphoniques afin d'améliorer la prise de contact entre les équipes du bailleur et les locataires rencontrant des situations de fragilité financière. Des résultats sont attendus en 2025.
- ▶ Une note de synthèse des résultats de nos 2 expérimentations avec Seine-Saint-Denis habitat et avec le département de Seine-Saint-Denis a été publiée au cours du premier semestre 2024.
- ▶ Plusieurs restitutions de nos expérimentations ont été réalisées au cours de l'année 2024 auprès de bailleurs sociaux (Delphis, Habitat Réuni...) et d'acteurs institutionnels (Dihal).



LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

L'Action Tank accompagne les partenaires dans la mise en place des expérimentations (appui à la définition du protocole pour l'expérimentation, développement d'outils pour le suivi des résultats et soutien à l'analyse de l'impact) en lien avec des chercheurs et les équipes opérationnelles.

PERMETTRE AUX SENIORS MODESTES

de vivre le plus longtemps possible à domicile

Chiffres clés

du vieillissement en France :

35 %

de plus de 65 ans dans le parc social français en 2035

530 000

personnes âgées en situation de mort sociale en 2021 selon les Petits Frères des Pauvres

seul

7 à 12 %

du parc social français est adapté aux plus de 65 ans en 2024 selon l'ANCOLS



RAISON D'ÊTRE du programme

90 % des personnes âgées souhaitent vieillir le plus longtemps possible à domicile : ce souhait peut être compromis à cause de difficultés susceptibles d'accélérer leur entrée en dépendance, comme un habitat inadapté, l'isolement et la solitude, un mauvais accès aux droits et services... Les seniors modestes sont d'autant plus exposés à ces difficultés en raison de barrières financières (ex : coût de l'adaptation), de barrières informationnelles (ex : méconnaissance des aides) ou encore de barrières socio-psychologiques (ex : solutions jugées stigmatisantes). Ces difficultés sont donc rarement formulées ou recensées, entraînant par la même occasion un non-recours important.

De nombreuses solutions et acteurs accompagnent les personnes âgées à leur domicile en France. Toutefois, ces offres restent difficilement visibles et lisibles, elles touchent avec difficulté les seniors visés et peuvent être insuffisantes au regard du volume de besoins.

LA DÉMARCHE proposée

L'Action Tank accompagne des bailleurs sociaux, collectivités locales et caisses de retraite dans l'évolution de leurs métiers pour améliorer le repérage et l'accompagnement des seniors fragiles :

- ▶ Détecter les situations de fragilité parmi les personnes âgées
- ▶ Massifier l'adaptation des logements
- ▶ Faciliter le parcours résidentiel
- ▶ Proposer un bouquet de services
- ▶ Lutter contre l'isolement
- ▶ Intégrer les enjeux du vieillissement dans les programmes de rénovation urbaine



Manon

Clémentine

Mathilde

LES PARTENAIRES

- ▶ **Bailleurs sociaux** : Vilogia, Est Ensemble Habitat, Finistère Habitat, La Méta
- ▶ **Collectivité** : Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis
- ▶ **Institution** : Assurance retraite Île-de-France



L'IMPACT recherché

Les modèles accompagnés par l'Action Tank ont pour finalité de mieux repérer et adresser les besoins des seniors modestes pour leur permettre de vieillir plus longtemps en bonne santé et retarder l'entrée en dépendance.

LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

L'Action Tank accompagne les partenaires dans la conception, la mise en place et l'évaluation et le déploiement des expérimentations en lien avec les équipes opérationnelles.

Chiffres clés

des programmes Bien vieillir de l'Action Tank

1 400

locataires seniors de Finistère Habitat ciblés dans le cadre du projet pilote

1/3

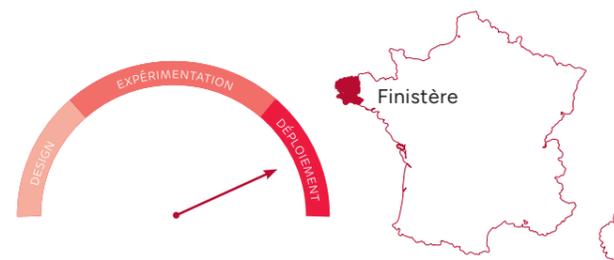
des locataires seniors de Vilogia Île-de-France ciblés dans le cadre de la démarche d'accompagnement

1 665

personnes touchées par le test d'une campagne de sensibilisation à l'adaptation sur 2 communes de Seine-Saint-Denis

FOCUS

Bien vieillir chez Finistère Habitat



Réalisations 2024

Déploiement du nouveau label Bien vieillir de Finistère Habitat qui comporte :

- un repérage systématique des besoins par les équipes de proximité ;
- une politique d'adaptation des logements au plus proche des besoins des locataires ;
- un renforcement des partenaires du bailleur pour répondre au mieux aux besoins ;
- un renforcement de la prise en compte du vieillissement dans la politique d'attribution.

LA DÉMARCHE proposée

Le bailleur social Finistère Habitat souhaite renforcer sa politique d'adaptation des logements en lançant la refonte de son label Bien vieillir. Ce label lancé il y a plus de 10 ans vise à proposer une adaptation du logement répondant au mieux aux besoins des personnes âgées grâce à des travaux de qualité et un accompagnement social associé. L'objectif est de proposer un label adapté aux besoins des locataires et à la future hausse des demandes.

LE PARTENAIRE

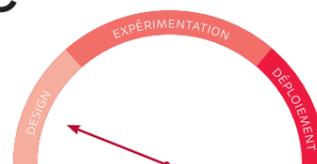
- **Projet porté par :** Finistère Habitat, OPH du département de Finistère (11 000 logements)

L'IMPACT recherché

- Repérage proactif des besoins et fragilités via une démarche d'aller vers ciblée.
- Réduction du risque de chutes à domicile via une meilleure adaptation des logements.
- Amélioration des politiques d'adaptation, de mutation, d'attribution et d'accompagnement social du bailleur.

FOCUS

Analyse socio-patrimoniale du vieillissement du parc de Est Ensemble Habitat



Réalisations 2024

- Réalisation de l'analyse sur les caractéristiques socio-démographiques des 8 000 locataires seniors d'Est Ensemble Habitat, et de leur lieu d'habitat et restitution au comité de direction.
- Proposition d'axes de travail prioritaires pour 2025.

LA DÉMARCHE proposée

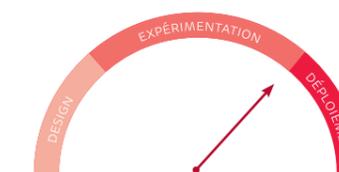
Face au vieillissement de ses locataires, Est Ensemble Habitat souhaite procéder à une analyse à la fois démographique, sociale, patrimoniale et territoriale afin de construire une politique stratégique pour garantir le bien vieillir au sein de l'organisme.

LE PARTENAIRE

- **Projet porté par :** Est Ensemble Habitat, OPH de l'EPT d'Est Ensemble (26 000 logements)

FOCUS

Favoriser la mutation des locataires seniors de Vilogia



LA DÉMARCHE proposée

Le vieillissement du parc social soulève de nombreux enjeux pour les bailleurs, notamment celui du parcours résidentiel de leurs locataires.

Les locataires seniors sont rentrés dans leur logement depuis plus de 10 ans en moyenne : aujourd'hui, après le départ de leurs enfants, ils vivent dans des logements trop grands, peu accessibles et non éligibles aux travaux d'adaptation des logements. Ces logements de grande typologie ne sont donc pas adaptés à leur état de santé et à la prévention de leur perte d'autonomie. Cette problématique s'inscrit plus largement dans un contexte de tension de forte demande de logement social pour un faible nombre de logements libérés (10 ans d'attente en moyenne pour accéder au logement social en Île-de-France), notamment pour des familles avec des besoins de grande typologie.

Face à ces constats, Vilogia a souhaité engager une démarche pour favoriser le parcours résidentiel de ses locataires seniors afin de leur proposer un logement adapté à leurs besoins. Deux types d'approches vont être testées :

- le test de leviers incitatifs à la mutation en Île-de-France ;
- un accompagnement individualisé et innovant dans le cadre du processus de mutation dans le territoire Métropole européenne de Lille (MEL).

LES PARTENAIRES

- **Projet porté par :** Vilogia et le GIE La Méta sur la région Île-de-France (10 700 logements gérés) et le territoire de la Métropole européenne de Lille (44 500 logements)

L'IMPACT recherché

- Augmentation du nombre de demandes de mutation déposées par les locataires seniors.
- Réduction de la durée du processus de mutation.
- Amélioration de la satisfaction des locataires.
- Amélioration de la sécurité dans leur logement des locataires.

LE RÔLE de l'Action Tank

L'Action Tank apporte un appui méthodologique et stratégique à Vilogia dans le design, le suivi et l'évaluation de son dispositif expérimental.

Réalisations 2024

- Phase d'état des lieux menée sur les 2 territoires : mise à plat des processus existants, réalisation d'un benchmark, analyse sociale et patrimoniale des mutations réalisées depuis 2022.
- Co-conception menée avec une vingtaine de collaborateurs en 5 groupes de travail pour construire le plan d'action à expérimenter en 2025.

FOCUS

Lutte contre le non-recours au Forfait Coordination de l'Assurance retraite Île-de-France



LE RÔLE de l'Action Tank

Apport méthodologique et stratégique, expertise sur la thématique du vieillissement.

Réalisations 2024

- ▶ Réalisation d'un diagnostic quantitatif et qualitatif des raisons du non-recours et formulation de recommandations en préparation du plan d'action :
 - entretiens qualitatifs menés auprès d'une dizaine de SAAD, structures évaluatrices et professionnels de la DASIF ;
 - analyse quantitative des taux de consommation du forfait par type de bénéficiaire OSCAR et par type de SAA.

LA DÉMARCHE proposée

La Direction de l'Action Sociale de l'Assurance retraite Île-de-France (DASIF) est un acteur majeur de la prévention et du maintien de l'autonomie des retraités, notamment au travers de la distribution de l'aide individuelle OSCAR pour soutenir l'autonomie des retraités à domicile (28 300 bénéficiaires OSCAR en Île-de-France en 2023).

OSCAR est un plan d'aides personnalisé pouvant comprendre des aides à domicile, des solutions pour adapter son logement, des conseils en prévention. Il comprend notamment un forfait coordination, permettant au Service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) d'accompagner le retraité dans la mise en œuvre de ce plan d'aides. Ce forfait est aujourd'hui sous-consommé par les SAAD en Île-de-France.

L'Assurance retraite Île-de-France a choisi de collaborer avec l'Action Tank pour comprendre les raisons de ce non-recours et mettre en place un plan d'action pour lever les freins identifiés.

LE PARTENAIRE

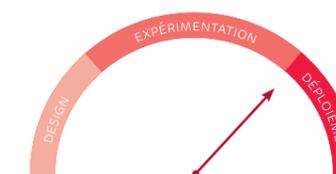
La Direction de l'Action Sociale de l'Assurance retraite Île-de-France (DASIF).

L'IMPACT recherché

- ▶ Amélioration de la qualité de vie des retraités : une meilleure réalisation de la coordination par les SAAD pour assurer une application complète et qualitative du plan d'aides des retraités et ainsi mieux les accompagner dans leur vie quotidienne.
- ▶ Amélioration de la reconnaissance des SAAD : assurer une rémunération du temps passé des SAAD à la coordination.

FOCUS

Accélérer l'adaptation des logements dans le parc privé



LE RÔLE de l'Action Tank

L'Action Tank pilote, réalise et évalue le projet en collaboration avec le Département du 93.

Réalisations 2024

- ▶ Évaluation des 2 expérimentations et diffusion des enseignements auprès des partenaires (collectivités, Anah...).
- ▶ Préconisations pour une stratégie départementale d'accompagnement à l'adaptation dans le parc privé.

LA DÉMARCHE proposée

En partenariat avec le Département du 93 et les communes d'Aubervilliers et de Pierrefitte, l'Action Tank expérimente des solutions pour inciter les seniors à adapter leur logement.

Expérimentation 1 : campagne d'information auprès des seniors et leurs aidants

- ▶ Test de 2 prospectus pour sensibiliser à l'adaptation : un premier axé sur le confort, un second axé sur la sécurité. L'un des discours est-il plus efficace ?
- ▶ Test de plusieurs canaux de distributions de ce prospectus (CCAS, professionnels du domicile, courrier, mail...). Quel canal est le plus efficace ?

Expérimentation 2 : test d'un accompagnement renforcé des ménages par un opérateur financé par le département sur l'ensemble des étapes du parcours d'adaptation. Proposer un accompagnement renforcé augmente-t-il les chances d'aboutissement du projet de travaux d'un senior ?

LE PARTENAIRE

Projet porté par : le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

L'IMPACT recherché

- ▶ Réduction du non-recours par une détection proactive des besoins.
- ▶ Diminution du risque de chute et amélioration du sentiment de sécurité des seniors dans leur logement.

ANALYSE DE LA SOLVABILITÉ

des demandeurs de logement dans le parc social

Chiffres clés

390 000

attributions de logements sociaux chaque année pour 2,7 millions de demandeurs

286 000

ménages en impayés de plus de 3 mois recensés par l'Union sociale pour l'habitat en 2018

33

mois d'attente pour accéder à un logement social en Île-de-France en moyenne

14

bailleurs sociaux partenaires

Où ?



RAISON D'ÊTRE du programme

Dans la phase d'instruction des demandes de logements sociaux (DLS) et de préparation des attributions, les bailleurs identifient, parmi une liste de ménages ayant formulé une demande de logement social, ceux dont la demande correspond à l'offre de logement disponible, et dont les ressources sont en adéquation avec le coût du logement. Il s'agit de vérifier la capacité des ménages de payer leurs loyers et charges, en étant le plus inclusif possible afin de répondre à la mission d'intérêt général du bailleur, sans toutefois mettre en difficulté des ménages dès leur entrée dans leur logement (éviter une situation de surendettement ou d'expulsion).

Constatant une grande disparité des pratiques d'attribution des bailleurs sociaux sur le territoire français, et au vu du contexte de précarisation croissante des demandeurs, l'Action Tank s'est interrogé sur les **possibles liens entre les méthodes et critères d'évaluation de la solvabilité des demandeurs de logements sociaux et les risques réels d'impayés.**

LA DÉMARCHE proposée

L'Action Tank a lancé une étude partenariale sur l'analyse de la solvabilité des demandeurs dans le parc social, avec l'objectif de comprendre comment les critères d'analyse de la solvabilité des demandeurs de logements sociaux sont utilisés par les bailleurs en amont de l'attribution d'un logement et **à quel point ils sont déterminants dans l'estimation du risque d'impayés futurs des demandeurs.**

L'étude s'est appuyée sur 2 volets, quantitatif et qualitatif : le premier a porté sur l'analyse statistique d'environ 60 000 attributions de 8 bailleurs sociaux, le second sur une trentaine d'entretiens avec des professionnels de 14 bailleurs sociaux sur leurs méthodes et pratiques d'analyse de la solvabilité des demandeurs.

chefs de projet



Antonin



Guillaume

Les résultats principaux de l'étude sont :

- La prise en compte des critères de solvabilité au moment de l'attribution du logement ne permet pas d'expliquer de manière significative les impayés.
- Tout en expliquant faiblement les impayés, le taux d'effort et le reste-pour-vivre par unité de consommation sont les variables plus pertinentes, comparativement aux autres variables étudiées.
- Un assouplissement des seuils utilisés peut être envisagé chez la quasi-totalité des bailleurs du panel sans augmenter le risque d'intensité d'impayés des ménages inclus.
- Une plus grande accessibilité du parc social est conditionnée par un assouplissement des seuils et par un changement des pratiques de priorisation des demandeurs.

LES PARTENAIRES

Cette étude s'inscrit dans le cadre du plan interministériel de prévention des expulsions porté par la Dihal, en partenariat avec l'Union sociale pour l'habitat, la Fondation Abbé Pierre et la Fédération nationale des Caisses d'Épargne et 14 bailleurs sociaux.



Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement



FÉDÉRATION NATIONALE



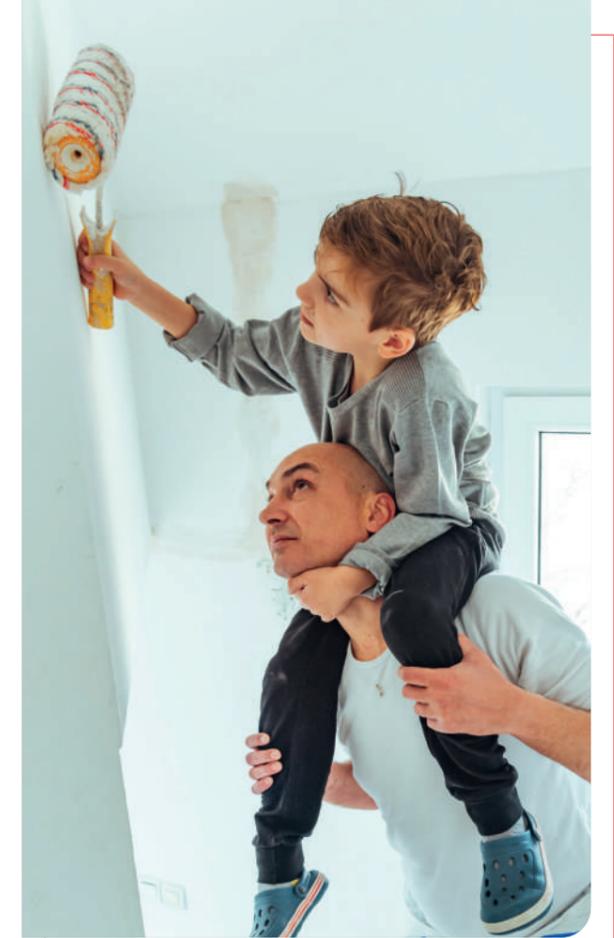
L'IMPACT recherché

Pour les bailleurs :

- meilleure connaissance des facteurs de risque pour un ménage d'être en situation d'impayés ;
- meilleure réponse aux besoins de logement des plus modestes sans hausse significative de leurs risques d'impayés.

Pour les ménages :

- accès facilité au logement social pour les plus modestes.



LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

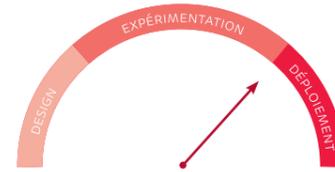
L'Action Tank est pilote de l'étude produite, en mobilisant les compétences data de son équipe et son expertise en matière de logement social et de ciblage de populations en situation de fragilité.

Bilan de l'année 2024

En mars 2024, l'étude sur l'analyse de la solvabilité des demandeurs de logements sociaux a été publiée. De nombreuses restitutions ont eu lieu tout au long de l'année 2024 auprès de bailleurs sociaux ayant participé à l'étude, ou d'autres groupes de bailleurs (Delphis, Habitat Réuni), de collectivités et de services de l'État. Un webinar a été co-organisé par l'Action Tank et la Dihal sur la plate-forme IdealCO.

Suite à ces temps de présentation, des prises de contact ont été établies avec des bailleurs et des territoires souhaitant mettre en œuvre certaines recommandations de l'étude.

Rénovation-densification des COPROPRIÉTÉS FRAGILES



Chiffres clés

180 000

copropriétés fragiles ou dégradées en France

1
COPROPRIÉTAIRE
SUR
10

envisage des travaux globaux de rénovation

1
opération pilote accompagnée en Île-de-France

RAISON D'ÊTRE du programme

Le parc privé collectif concentre plusieurs difficultés à sa rénovation énergétique. Alors que 18 % des occupants du parc collectif privé sont en situation de précarité énergétique, l'Insee estimait en 2017 qu'il existe des impayés de charges dans 43 % des copropriétés, et le chauffage seul compte pour 30 % des charges en moyenne. Comment accélérer la rénovation des copropriétés fragiles et dégradées ?

LA DÉMARCHE proposée

L'Action Tank a développé un modèle de « rénovation-densification » qui repose sur 2 piliers rendant possible une rénovation énergétique ambitieuse du bâtiment : un contrat de performance énergétique (CPE) pour augmenter l'efficacité des travaux, et la vente de droits à construire de la copropriété pour compléter significativement le plan de financement des travaux de rénovation de la copropriété.

LES PARTENAIRES

La démarche a été testée sur la copropriété des Pommiers à Clichy-sous-Bois, en partenariat avec la ville de Clichy-sous-Bois, l'EPT Grand Paris Grand Est, l'opérateur Citémétrie et le bailleur social Batigère, avec le soutien de l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU).



Où ?



+45 %
de précarité énergétique en parc collectif privé qu'en moyenne en France

chef de projet



Guillaume

L'IMPACT recherché

Une amélioration du budget des ménages :

- ▶ réduction de la facture énergétique et d'entretien sur le budget des ménages copropriétaires : sur le projet des Pommiers à Clichy-sous-Bois, l'économie moyenne attendue sur la facture énergétique est supérieure à 1 000 € par an.

Des externalités positives pour les habitants et le quartier :

- ▶ amélioration de la qualité de vie des habitants de la copropriété ;
- ▶ sortie de la précarité énergétique ;
- ▶ amélioration de l'environnement direct de la copropriété, revalorisation du patrimoine et du quartier dans son ensemble.

Environnement :

- ▶ réduction des consommations énergétiques ;
- ▶ diminution des émissions de gaz à effet de serre du bâtiment.

Compléter la boîte à outils des collectivités locales :

- ▶ hausse de l'ambition moyenne des travaux conduits dans le parc privé et une hausse du nombre de rénovations ;
- ▶ développement de nouveaux produits immobiliers : logements ou produits spécifiques tout en limitant l'étalement urbain.

LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

Jusqu'en 2020, l'Action Tank a été co-porteur du projet de rénovation-densification, aujourd'hui piloté par l'EPT Grand Paris Grand Est et Citémétrie. L'Action Tank suit l'impact et le déroulement du projet et a pour objectif de favoriser la reproduction de cette démarche via la diffusion de la méthodologie développée.

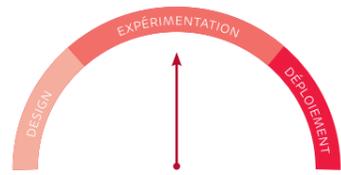
Réalisations 2024

L'année 2024 a vu la concrétisation du projet de rénovation-densification de la copropriété pilote des Pommiers à Clichy-sous-Bois : en septembre, le parking de la copropriété a été vendu au bailleur social Batigère, permettant en novembre la signature de l'ordre de service par la copropriété aux entreprises, le préfinancement des subventions et la préparation du chantier, pour un démarrage des travaux attendu début 2025.

Nous avons eu de nouvelles opportunités de présenter notre expérience à des collectivités et des opérateurs, notamment auprès des experts copropriété du réseau SOLIHA.

Innovier dans le processus de RELOGEMENT

grâce aux sciences comportementales



Chiffres clés

2024

Lancement de la démarche

448

quartiers concernés par le NPNRU

4

expérimentations lancées

225

familles ciblées

Où ?

Métropole européenne de Lille



RAISON D'ÊTRE du programme

Le relogement est une étape clé des projets de renouvellement urbain, impactant profondément les parcours de vie de milliers de ménages. Il influence également les délais des projets de renouvellement urbain.

Des études sociologiques montrent que le relogement représente une épreuve stressante pour les familles concernées. Il existe une véritable opportunité d'améliorer l'accompagnement des ménages en prenant en compte les facteurs psychologiques qui influencent leurs comportements et décisions tout au long du processus. En intégrant les sciences comportementales, ce programme vise à rendre le relogement plus fluide et plus humain.

LA DÉMARCHE proposée

L'objectif de cette expérimentation est de tester des approches de communication inspirées des sciences comportementales pour améliorer le suivi des ménages durant le processus de relogement. Plus précisément, il s'agit de répondre aux questions suivantes :

- ▶ Comment rendre les ménages plus acteurs de leur relogement ?
- ▶ Comment mieux connaître leurs besoins et attentes ?
- ▶ Comment les informer efficacement sur le processus et ses contraintes ?
- ▶ Comment réduire l'anxiété et l'impatience des locataires ?

LES PARTENAIRES

Ce projet a été co-conçu et mis en œuvre en partenariat avec le GIE La Méta, qui accompagne les bailleurs sociaux Vilogia et Lille Métropole Habitat dans leurs projets de renouvellement urbain.

L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), qui soutient et finance le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), cofinance également ce programme.

chef(fe) de projet



Manon



Ces dispositifs sont actuellement expérimentés sur 4 projets de renouvellement urbain dans la Métropole européenne de Lille. Une évaluation de leur impact, tant quantitatif que qualitatif, est en cours, afin de tirer des enseignements pour d'autres acteurs.

L'IMPACT recherché

Pour les locataires :

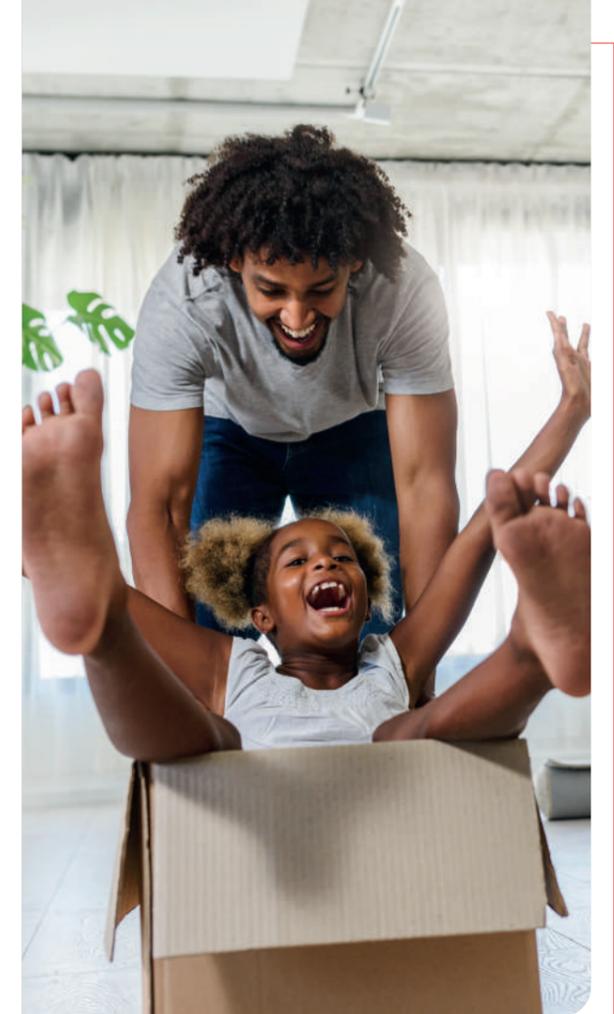
- ▶ instaurer un climat de confiance et réduire l'incertitude et l'anxiété liées au processus de relogement en renforçant la transparence, en fournissant des informations régulières et en les impliquant dans le processus ;
- ▶ favoriser l'acceptation du relogement et leur permettre de mieux vivre cette période de transition.

Pour les opérateurs de relogement (La Méta) :

- ▶ simplifier le travail des chargés de relogement grâce à une meilleure compréhension des besoins des familles, améliorer l'adéquation entre les offres de logement et les attentes des locataires ;
- ▶ augmenter le taux d'acceptation des propositions et réduire la durée globale du processus.

LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

L'Action Tank pilote ce programme en apportant son expertise dans la conception, la gestion et l'évaluation des expérimentations basées sur les sciences comportementales.



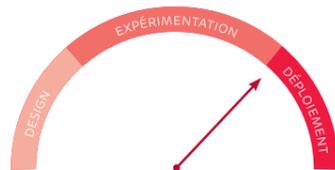
Réalisations 2024

En 2024, nous avons mené une analyse approfondie et un processus de co-conception pour identifier 4 dispositifs innovants, inspirés des sciences comportementales, visant à améliorer l'accompagnement des ménages :

1. Demande de formulation écrite du projet résidentiel par les ménages après l'enquête sociale.
2. Envoi par courrier du projet résidentiel validé par le groupe technique relogement.
3. Réunion collective d'information un an après le relogement pour recueillir des retours et améliorer l'accompagnement.
4. Suivi par points téléphoniques réguliers pour encadrer l'incertitude des ménages tout au long du processus.

LUTTE CONTRE LE SANS-ABRISME

Programme Synchrø



Chiffres clés

8 territoires accompagnés depuis le lancement du programme

et **4** territoires de mise en œuvre effective du programme

20 000 ménages sans domicile sur ces 4 territoires accompagnés (estimation Action Tank)

+ de **350 000** personnes sans domicile, d'après les estimations de la Fondation Abbé Pierre

RAISON D'ÊTRE du programme

Le modèle du « Logement d'abord », inspiré du modèle *Housing First*, né aux États-Unis en 1992, se veut être une alternative au parcours d'insertion complexe et contraignant auquel font face les personnes sans domicile, en offrant un accès direct au logement pérenne et un accompagnement flexible en fonction des besoins. Ce modèle, expérimenté en France à partir de 2011 par la Délégation interministérielle à l'hébergement et l'accès au logement (Dihal), est généralisé depuis 2017.

Néanmoins, à ce jour, malgré sa généralisation, la politique du Logement d'abord n'est pas devenue le fonctionnement par défaut du système de prise en charge, et il n'a pas permis à ce stade une diminution du nombre de ménages sans domicile. Plusieurs problématiques freinent la capacité des territoires à permettre une réduction pérenne du nombre de personnes sans domicile, dont notamment une vision partielle, fragmentée et non-actualisée des besoins, ce qui limite la capacité à mettre en place des solutions répondant directement aux besoins constatés, de façon coordonnée.

LA DÉMARCHE proposée

En réponse à ces constats, l'Action Tank a conçu le Programme Synchrø, une démarche visant à donner les moyens aux territoires de connaître et suivre, tous les mois, le nombre de ménages sans domicile et leurs besoins en termes de logement et d'accompagnement, pour pouvoir construire des solutions adaptées aux besoins constatés, évaluer la pertinence des actions mises en œuvre et les adapter. Le Programme Synchrø vise donc, de façon très concrète, une réduction du sans-abrisme à l'échelle territoriale (intercommunalité ou département). Le Programme Synchrø s'inspire de la démarche *Built for Zero*, implémentée aux États-Unis depuis 2016, et qui a atteint son objectif de 0 personnes sans domicile sur 15 territoires, et a permis à 7 villes de taille plus importante d'atteindre des diminutions du nombre de sans-domicile de l'ordre de 40 % à 98 %.

Où ?



chefs de projet



LES PARTENAIRES

La démarche de l'Action Tank sur le sans-abrisme repose sur une collaboration étroite avec des partenaires institutionnels (métropole ou département, et services déconcentrés de l'État, Dihal), mais aussi une diversité d'acteurs locaux sur chacun de ces territoires qui portent des dispositifs à destination des ménages sans domicile (SIAO, Adoma...), ainsi que la Fondation de France qui soutient notre action. L'Action Tank a également comme partenaires des organisations qui mettent en œuvre des démarches similaires à l'international, comme Community Solutions aux États-Unis ou Crisis au Royaume-Uni.

L'IMPACT recherché

- **Pour les acteurs territoriaux** : intégration d'outils et de démarches permettant un meilleur pilotage de l'action de lutte contre le sans-abrisme, pour la construction de solutions adaptées aux besoins constatés, et le suivi de l'impact.
- **Pour le secteur public et la société** : diminution significative du nombre de ménages sans domicile (impact indirect pour tous les ménages sans domicile sur les territoires de mise en œuvre, au travers des solutions mises en place collectivement en s'appuyant sur la démarche).
- **Pour les personnes concernées** : un accès à des solutions de logement et d'accompagnement adaptées aux besoins.

Bilan de l'année 2024

- La mise en œuvre de la démarche s'est poursuivie à Limoges, où des données fiables sont produites depuis début 2022, ainsi qu'à Lille, Grenoble et Dijon, où les informations produites commencent à être utilisées par les partenaires pour construire des solutions.
- Le programme est également en cours de mise en œuvre opérationnelle sur les territoires de Nice-Sophia-Antipolis, Toulon, et le département de la Seine-Saint-Denis. Des travaux sont en cours avec le territoire du Cher, en vue d'un lancement de la mise en œuvre de la démarche au S2 2025.
- L'animation du collectif de territoires s'est poursuivie, pour un partage d'expérience régulier.
- Nous avons continué à améliorer les outils de pilotage à destination des partenaires.

LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

L'Action Tank accompagne les collectivités partenaires dans leur mise en œuvre de la démarche :

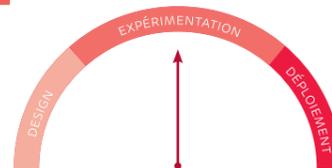
- en apportant un soutien méthodologique, et en accompagnant la prise en main des outils mis à disposition et le portage de la démarche par les acteurs territoriaux ;
- en appuyant l'animation partenariale sur chacun des territoires, pour un pilotage partagé de l'action de lutte contre le sans-abrisme et une construction collective de solutions ;
- en facilitant le partage d'enseignements et le croisement de retours d'expériences entre territoires, via des temps de partage réunissant l'ensemble des territoires de mise en œuvre de la démarche.



#ENFANCE

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

Innover par la donnée



Chiffres clés

2021
Lancement du programme

377 000
mineurs et jeunes majeurs accompagnés par l'ASE au 31 décembre 2021
(source : L'aide sociale à l'enfance Drees - Édition 2023)

35 %
des jeunes sortis de l'ASE n'ont aucun diplôme, contre 10 % en moyenne
(source : I. Frechon et M. Marpsat, « Placement dans l'enfance et précarité de la situation de logement », Insee, 2016)

36 %
des sans-domicile de 18-25 ans nés en France sont passés par l'ASE
(source : F. Yaouancq et M. Duee, « Les sans-domicile en 2012 : une grande diversité de situations », Insee, 2015)

3
territoires d'expérimentation

Où ?



RAISON D'ÊTRE du programme

L'aide sociale à l'enfance (ASE) est un domaine d'action publique majeur, **en besoin d'innovation**, où une meilleure utilisation des données permettrait d'améliorer la qualité des services proposés aux enfants. Les conseils départementaux sont conscients de la valeur de ces données et souhaitent les utiliser pour mieux comprendre leur public, l'impact des interventions sur la trajectoire des enfants, les inefficiences et délais de prise en charge.

Cependant, malgré la présence de données à l'échelle des territoires, celles-ci sont **peu valorisées** par manque de ressources, de compétences techniques et d'exemples d'utilisation inspirants.

LA DÉMARCHE en cours

L'Action Tank a lancé une démarche d'« **innovation par la donnée dans l'aide sociale à l'enfance** » (IDASE) en partenariat avec plusieurs territoires, sur des thématiques à définir selon les priorités locales (jeunes majeurs, enfants aux besoins spécifiques, mineurs non accompagnés, etc.).

1. Expérimentation PIPASE – Département de Seine-Saint-Denis

Depuis 2023, l'expérimentation « PIPASE » (Parcours d'insertion post aide sociale à l'enfance) a été conduite avec le département de la Seine-Saint-Denis pour étudier la trajectoire d'insertion socio-professionnelle de 35 000 jeunes anciennement suivis par l'ASE de la Seine-Saint-Denis en termes d'études, d'accès à l'emploi, d'accès au logement, de recours aux aides de droit commun... Pour cela, l'étude s'appuie sur le croisement de différentes bases administratives du territoire (par exemple : RSA, demandes d'aides diverses, SIAO, etc.). Cette analyse de parcours – une première en France en termes de taille de cohorte et de nombre de bases de données incluses – permettra de mieux identifier et quantifier les profils les plus à risque de faire face à des difficultés d'insertion, et d'informer sur la création d'actions de prévention ciblées par le département de la Seine-Saint-Denis.

2. IDASE 2 – Métropole de Lyon

Après un premier partenariat avec la Métropole de Lyon en 2022 pour analyser les données concernant la trajectoire de prise en charge de 34 000 jeunes accompagnés par l'ASE du département, un nouveau projet a été engagé avec la Métropole en 2024. L'objectif était d'accompagner les équipes de l'aide sociale à l'enfance dans les changements de pratiques concernant l'utilisation et la saisie des données.

chefs de projet



Des sessions de travail ont été organisées avec les équipes de l'ASE afin de travailler à la fiabilisation des données et à la mise en place d'outils d'aide au pilotage.

3. IDASE et Étude Santé Mentale – Conseil départemental des Hautes-Alpes

En 2024, un nouveau projet IDASE a été lancé avec le département des Hautes-Alpes. L'objectif de ce projet est de mettre en place des indicateurs de pilotage et d'analyses à partir des données de l'aide sociale à l'enfance déjà existantes sur le département. Après une première étape d'identification des besoins des différentes équipes de l'ASE, les indicateurs ont été construits en lien avec les équipes afin de répondre au mieux à leurs besoins de pilotage. Les indicateurs sont en cours de déploiement au sein du département. En parallèle, une étude sur la santé mentale des enfants et des jeunes des Hautes-Alpes a été menée afin d'analyser l'adéquation entre les besoins spécifiques en santé mentale des jeunes sur le territoire et leur prise en charge par les structures médicales et médico-sociales du département. In fine, l'objectif est d'améliorer la prise en charge en santé mentale des jeunes autour des thématiques et publics identifiés comme prioritaires, grâce à une approche multi-acteurs.

LES PARTENAIRES

La démarche IDASE est soutenue par la direction générale de la cohésion sociale (DGCS), la Fondation TotalEnergies et la Fondation Pierre Bellon.

Les partenaires territoriaux impliqués en 2024 sont la Métropole de Lyon, le département de la Seine-Saint-Denis et le département des Hautes-Alpes.

LE RÔLE de l'Action Tank dans le programme

L'Action Tank porte les études d'innovation par la donnée, en partenariat avec les territoires d'expérimentation. Ces études peuvent prendre des formes multiples : suivi de parcours et de cohortes, soutien au pilotage, études prospectives, analyse des processus, recommandations d'évolutions des pratiques ou cadrage d'expérimentation.



L'IMPACT recherché

- Pour les enfants bénéficiaires de l'ASE :**
- ▶ Un meilleur suivi des enfants et de leurs familles, grâce à l'identification de pistes d'amélioration et de changements de pratiques.
- Pour les collectivités :**
- ▶ La montée en compétence des conseils départementaux, qui s'emparent de leur stratégie data comme levier d'amélioration continue.
 - ▶ À plus long terme, la génération d'un changement systémique autour de la « culture data » dans l'ASE en France.

Bilan de l'année 2024

- ▶ Un large rayonnement de la démarche globale lors de différentes rencontres et événements.
- ▶ Une seconde expérimentation lancée avec la Métropole de Lyon afin de mettre en pratique les recommandations et indicateurs issus de la première expérimentation.
- ▶ La mise en place d'indicateurs concrets et pertinents pour les équipes de l'aide sociale à l'enfance des Hautes-Alpes.
- ▶ L'exploration d'une nouvelle thématique sur les besoins en santé mentale des enfants et des jeunes des Hautes-Alpes.
- ▶ Le renouvellement du soutien de la direction générale de la cohésion sociale et de la Fondation TotalEnergies et la mise en place du soutien de la Fondation Pierre Bellon pour financer de nouvelles expérimentations.

ACTION TANK

©Istock/Jacob Wackerhausen (1, 17), ©Istock/Rawpixel (2), ©Istock/DZM (2), ©Istock/Inside Creative House (2), ©Istock/Jose carlos Cerdeno (2), ©Istock/DisobeyArt (4), ©Unsplash/Christian Bowen (6), ©Istock/Connect Images (7, 35), ©Unsplash/Isaac Quesada (10), ©Istock/Kar-Tr (16), ©Istock/Milos Muller (16), ©Istock/Pcess609 (16), ©Istock/A stockphoto (17), ©Istock/Miguel Angel Flores (20), ©Istock/Unaihuiziphotography (23), ©Unsplash/Frank Mckenna (23), ©Istock/Fizkes (27), ©Istock/AnnaStills (29), ©Istock/CarlaStock (31), ©Istock/People Images (39), ©shutterstock/Ratana (41), ©Istock/Domoyega (47), ©Istock/SafakOguz (49), ©Istock/Lord Henri Voton (51), ©shutterstock/afotostock (53), ©shutterstock/Jacob Lund (55)

**RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2024**

**NOUS FAÇONNONS
UN SYSTÈME
ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL, JUSTE
ET PERFORMANT**

Suivez-nous sur 

www.actiontank.org

contact@actiontank.org

**ACTION
TANK**